le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Diplomatie à la française

chemins tortueux

M 02137 - 1371 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« La démocratie est la pire des dictatures, parce qu'elle est la dictature exercée par le plus grand nombre »

Pierre Desproges

hebdo n° 1371

du 14 au 20 octobre 2004

Sommaire

Le gouvernement et ses députés jouent à **San-Antonio**, *page 5*

Logement à Saint-Ouen: du blabla à la réalité, *page 6*

L'autruche éternue et le lion meugle, par F. Ladrisse, *page 7*

Une **bourgeoise** délurée nous a quitté, par le Furet, *page 7*

Le **FMI** s'occupe de notre avenir, par A. Sulfide, *page 8*

Faucheurs volontaires, quelles luttes dans l'avenir, par Sousmarinvert, *page 9*

OGM, la troupe donne l'assaut, par B. Boyer, *page 10*

Constitution européenne, tu veux ou tu veux pas?, par Julien, *page 12*

Brèves internationales , *page 14*

Rojo y Negro, un journal de luttes, *page 15*

Chiapas, montagnes rebelles, par Bélial, *page 16*

Les **hémorroïdes** divines**, par N. Potkine**, *page 18*

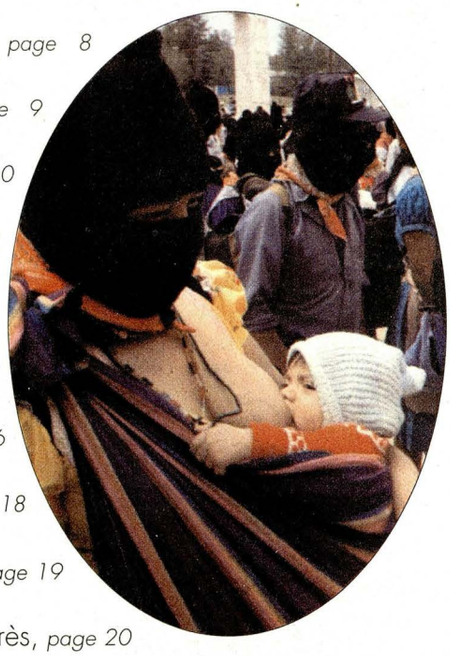
Old Boy un film brillant, violent, tendre et drôle., par Heike Hurst, *page 19*

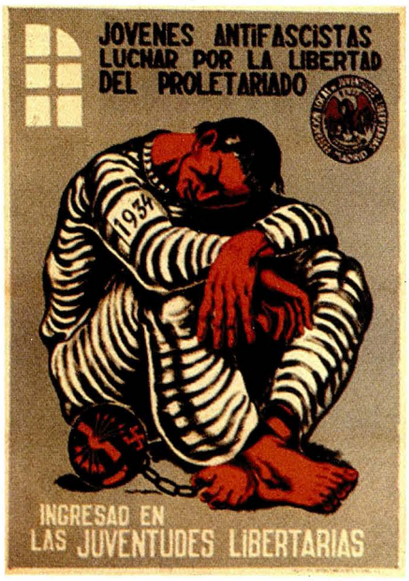
Pecunia, 40 ans après, *page 20*

Percy B. Shelley, poëte mélancolique?, *page 21*

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, *page 22*

Vie du **mouvement**, *page 23*





Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20	◯ 32	◯ 27
6 mois 25 nos	◯ 38	◯ 61	◯ 46
1 an 45 nos	◯ 61	◯ 99	◯ 77
Abonnement de soutien	◯ 76		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Ville _____

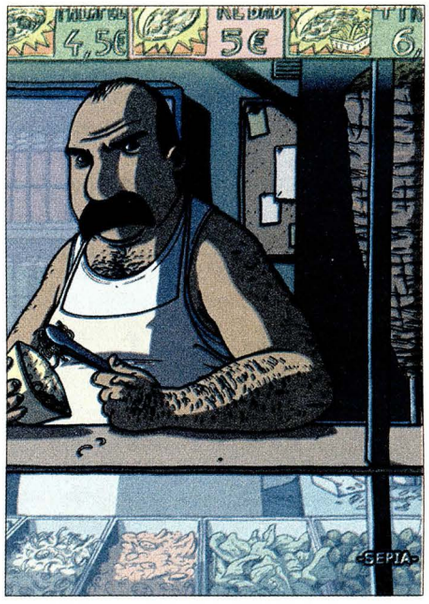
◯ Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

Relents de Xénophobie Européenne



Jipé

France Soir **changerait encore de propriétaire. Un homme d'affaires franco-égyptien, spécialiste des charters et des transports à «prix cassés » (low cost), aurait racheté 70 % du titre. Est-ce vraiment ce qui mettra l'ancienne forteresse de la rue Réaumur à flot? Un spécialiste du bradage des transports aériens pour un plan de relance de *France Soir*, les élus du comité d'entreprise jugeront.**

Pendant ce temps, le bras de fer perdure à l'AFP. Imaginez-vous qu'en plein sévère plan d'économies, le président de l'agence avait attribué des primes (30 000 et 35 000 euros) à des cadres du service photo. L'intersyndicale demande des embauches et le retrait de ces primes. Le monde des médias est en ébullition avec un dossier de crise concocté il y a plus de d'une semaine par *Le Monde* **déclarant que rien n'allait et qu'il fallait donc revoir les budgets à la baisse. La direction du quotidien du soir devrait demander des conseils à la direction de l'AFP !**

Tensions dans les jardins du Luxembourg, Le tout nouveau sénateur Charles Pasqua a été entendu vendredi dernier par la Cour de justice de la République. Immunité, tiendras-tu l'hiver? Trois mises en examen suffiront peut-être à ce que l'ex-VRP de Ricard ne le passe pas en paix. L'apprenti présidentiable Sarkozy persifle à fleuret moucheté sur l'anti-américanisme de Chirac. Celui-ci en fait, il est vrai, son cheval de bataille d'Hanoi à Pékin. Et il faut dire aussi que la notion de « péril jaune » a bien évolué ces dernières années ! Le voyage du président de la République n'a rien de culturel: un contrat pour Alstom, accords pour Airbus, Dassault, Bull, France Télécom.. Et la place Tiananmen oubliée.

Le gros problème de l'adhésion de la Turquie à l'Europe me laisse plutôt pantois. Personnellement je m'en tape le coquillard à coups de queue de sardine..Que l'on considère que la Turquie fasse partie de l'Europe ou de l'Asie, ou un bout en Asie et un bout en Europe, cela reste l'appréciation de géographes ou d'historiens un peu désœuvrés. Alors qu'elle fasse partie de l'Europe des flics et des patrons, comme on dit sur nos banderoles: bof, bof et super bof. Un État de plus de plus ou de moins, après tout.

Mais là où le feuilleton médiatique devient intéressant, c'est la manière dont la décision va être prise et surtout pourquoi et par qui. Lors des récentes élections européennes, dont je me tartine aussi, nous eûmes droit à une campagne d'affichage des plus réactionnaires dénonçant et refusant l'entrée de la Turquie dans l'Europe, point final. Aucun argument, aucune explication. Rien. Le néant politique complet. Un slogan sur un mur ou un tract. Mais quelles idées préconçues, quels préjugés, les politiciens voulaient-ils nous faire admettre? On sait depuis longtemps que le Chinois est fourbe, l'Algérien voleur, le Roumain mendiant, le Juif près de ses sous et le Belge un peu con. Mais le Turc? Il est fort certes. Ne dis t'on pas fort comme un Turc, mais encore? Il fait des bons kebabs et est régulièrement soumis à des tremblements de terre. Ça en fait pas un ennemi. Mais péché capital, il est musulman. Et qui dit musulman dit terroriste mal rasé et pas frais sous les aisselles. Rien ne va plus. Au fur et à mesure que la pertinence de l'adhésion fait son chemin, les cartes sont bien obligées de s'abattre et les masques de tomber. Il est intolérable pour notre occident chrétien d'accepter avec nous ce peuple qui nous a repris Constantinople, qui ne reconnaît pas, même quatre vingt dix ans après, le génocide arménien. Cette bonne vieille Pologne, catho jusqu'au trognon a quand même plus fière allure et surtout ethniquement beaucoup plus proche suite page 4

suite de la page 3 de nous. Tu vois pas qu'on nous refile un pape turc? C'est quand même pas un pays avec des centaines de kilomètres de frontières avec l'Irak qui va venir habiter sur notre palier.

Bon c'est vrai que les musulmans ultra majoritaires sont pas toujours très affûtés. Na qu'à voir le sort qu'ils réservent à leurs femmes et à leurs kurdes (les kurdes, c'est ceux avec les portraits de Staline et Lénine sur les drapeaux en fin de manif avec les enfants qui chantent faux: très élégant, très frais). Dans le genre progressiste, on a mieux ailleurs. Il est vrai que l'omniprésence de l'armée qui est un des piliers du régime turc a de quoi faire froid dans le dos. Mais ce genre d'arguments je ne l'ai pas beaucoup entendu. Officiellement bien sûr.

Un État tampon entre le monde musulman et le monde occidental, ça arrangerait plutôt tout les équilibres géo-stratégiques. Il y a qu'à le dire, l'écrire, le dénoncer au besoin! Le refus des dirigeants turcs de se servir de leur pays pour assurer les bases arrières des USA pour bombarder le nord de l'Irak il y a quelques années, ça avait plutôt de la gueule. Ce qu'ils font dérouiller aux Kurdes sans qu'officiellement personne ne réagisse, c'est plutôt bon signe sur l'hypocrisie des Européens officiels. Surtout laissons bien les États amis s'occuper de leurs affaires intérieures. Mais timidement les arguments commencent à se faire entendre. Bon, sur les femmes rien. Le contraire serait surprenant. Sur l'armée un peu, n'en faut bien une mais pas au pouvoir quand même, on peux toujours essayer de la réformer (bon courage!), sur l'influence des musulmans je sens qu'on va assister à une déferlante hystérique dans quelque temps. Et pourtant, les sociaux-démocrates-chrétiens peuvent-ils pleurer sur près de 190 millions de dollars de PIB (chiffres de 1999) et sur un marché de plus de plus de 70 millions de consommateurs? **J.**

Pour la libération de Lucien Léger

Depuis le mois de juillet dernier, *le Monde libertaire* s'est fait l'écho d'un cas effrayant et exemplaire de la logique destructrice de notre système pénal: Lucien Léger, qui depuis quarante ans est enfermé dans les prisons françaises.

Cela fait maintenant plus d'un mois que *le Monde libertaire* publie chaque semaine un article abordant, selon un angle particulier, le cas du « plus ancien détenu français ».

En clair, une campagne d'information et de sensibilisation a commencé dans nos colonnes.

Étonnant ou pas, les médias, qui reçoivent pourtant notre journal, n'en ont pas retenu une ligne. En matière de plongée dans le passé, on préfère sans doute le pensionnat de Chavagnes à une certaine réclusion à perpétuité qui perdure depuis 1964... Les pouvoirs publics n'ont pas plus réagi à nos articles, mais quant à eux nous restons sans illusions tant qu'une pression suffisante de l'opinion publique ne contribuera pas à hâter une décision de justice qui aurait dû être prise il y a longtemps.

Qu'à cela ne tienne. Nous constituons un comité de soutien pour la libération de Lucien Léger. Obtenir sa liberté est notre objectif premier. Non pas le seul. Car si le cas de Léger est unique par la durée exceptionnelle de sa peine, son exemple pourrait être suivi par d'autres condamnés à perpétuité qui pourrissent à l'ombre des hauts murs. Parce que l'enfermement qui n'a d'autre but que la destruction planifiée de l'individu est inacceptable, parce que l'horreur carcérale, qu'elle relève ou non de l'erreur judiciaire, est indigne d'une société dite civilisée, notre comité de soutien tâchera à travers son action pour la libération de Lucien Léger, de sensibiliser l'opinion sur le sort abject fait aux longues peines.

Jusqu'à présent, cette campagne a été portée publiquement par *le Monde libertaire*. Soyons lucides, ce n'est pas suffisant pour mettre un terme à l'acharnement pénal dont est victime Léger, pour ébranler la logique – ou l'aberration – répressive de notre système de « justice » qui ici ne connaît plus de limites, ni pour provoquer des réactions médiatiques dépassant le sensationnalisme ou les rapports mensongers dictés par les diverses officines du pouvoir. Si notre regard reste fermement libertaire, la vocation de notre comité est d'élargir notre campagne, de faire en sorte que de nombreuses personnalités s'en emparent et partagent notre indignation pour lui donner encore davantage de résonance. Vous, lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*, pouvez apporter une contribution précieuse; la chape de silence qui pèse sur Lucien Léger est telle que les efforts pour briser cet autre enfermement ne seront jamais trop nombreux.

Dans une époque où la clémence et le respect de l'individu sont moins que jamais la préoccupation des pouvoirs publics et privés, la tâche de notre comité de soutien pour la libération de Lucien Léger promet d'être ardue. Mais nous la mènerons avec d'autant plus d'opiniâtreté.

Comité de soutien
pour la libération de Lucien Léger
c/o Publico, 145, rue Amelot, Paris 11e

Censure déguisée

Le FBI vient de museler une vingtaine de sites Indymédia de part le monde. En effet, le FBI vient d'émettre une injonction au bureau américain de Rackspace, un des fournisseurs d'accès Internet qui héberge de nombreux sites Indymédia, lui commandant de remettre les disques durs des serveurs Indymédia localisés dans les bureaux de Rackspace à Londres. Cette injonction des autorités US contre le fournisseur d'accès Internet et non pas contre Indymédia a été exécuté sans préavis et sans la moindre justification, ce qui a entraîné la fermeture immédiate d'une vingtaine de sites Indymédia. Rappelons que le réseau Indymédia (ou IMC pour Independant Media Center) qui recense plus d'une centaine de sites locaux de par le monde dont six en France (Paris, Lille, Marseille, Toulouse, Nice et Nantes) est né durant les manifestations de Seattle en 1999 contre le sommet de l'OMC sur la volonté de créer un réseau de collectifs indépendants, décentralisé et autonome, dont l'objectif déclaré est d'assurer à tous la liberté de créer et de diffuser de l'information, sans contrainte ni censure (publication libre). Cet événement s'inscrit dans le cadre des nombreuses attaques qui ont été dirigées ces derniers mois contre les médias alternatifs et indépendants par le gouvernement fédéral des USA. En août, les services secrets ont employé une injonction afin d'essayer de perturber l'IMC New York City avant la Convention républicaine. Le mois dernier la Commission fédérale des communications US a fermé les stations radio communautaires à travers les USA. Il y a deux semaines, le FBI a demandé qu'Indymédia supprime un article sur IMC Nantes qui contenait une photo de policiers suisses démasqués, et des bénévoles d'IMC Seattle ont reçu la visite du FBI au même sujet. Après de nombreuses intimidations, la censure contre l'expression libre et non marchande et les médias libres se manifeste à nouveau, la Fédération anarchiste s'insurge contre ces procédés totalitaires et dénonce la censure dont est aujourd'hui la cible le réseau Indymédia. Nous rappelons l'importance des médias libres et indépendants pour le développement de la conscience politique et de la capacité critique chez les individus, condition indispensable à la transformation sociale et morale de ce monde. Ceci est d'autant plus important à l'heure où les médias serviles se glorifient de fournir du temps de cerveau disponible pour la publicité. La Fédération anarchiste affirme son entière solidarité aux sites Indymédia bâillonnés et contribuera de toute ses forces à la défense de la liberté d'expression sur le net et ailleurs.

Fédération anarchiste

Plus d'informations: http://indymedia.org

Tintin et Filou au pays des oulemas

La valse des négociateurs visitant le Moyen-Orient, pour tenter de faire libérer les deux journalistes français et leur chauffeur syrien kidnappés en Irak, soulève au passage le couvercle d'une poubelle nauséabonde, où se vautre la diplomatie française.

« SI ON L'AVAIT appelé Microcéphale, il n'aurait pas compris... », dixit un ami de Philippe Brett, alias « Petit Pois », ancien chauffeur du FN et « modeste agent de sécurité » de son état. Voilà pour le premier artiste.[1] Le second, c'est Didier Julia, un député UMP, gaulliste ancien modèle... fasciné par le modèle du parti baasiste de Saddam Hussein. Ce petit-fils de l'éditeur de dicos Pierre Larousse ne « sème à tous vents » que la colère dans les rangs de la diplomatie française depuis 2002, en raison de ses incursions dans les relations internationales.[2]

Ces cartes de visite, dignes d'un San Antonio, ont ouvert, à deux zigotos, les portes d'un polar à Damas. Objectif: libérer des journalistes français pris en otages en Irak. On connaît la suite: le scénario, écrit à la 6-4-2, s'est cassé la gueule, et les deux tristes sires ont été accusés de mettre la vie des journalistes en danger. Après avoir prétendu n'être pour rien dans la « mission Julia », Matignon et le Quai d'Orsay reconnaissent n'avoir rien fait pour l'« entraver ». Parce que des lampistes comme on en fait plus ça peut toujours servir? Parce qu'un sénateur, Jean-Pierre Camoin, aurait fait le lien entre la mission officieuse et l'Élysée? [3] Parce qu'il « aurait été, de notre part, irresponsable de ne pas étudier toutes les pistes », selon les mots de Jean-Pierre Raffarin? [4] Ou parce que « les passerelles entre la fine équipe de libérateurs et l'actuelle majorité sont nombreuses », comme le révèle *le Canard enchaîné*? l'hebdo satirique souligne entre autres que l'équipe envoyée à Damas était orchestrée par Gérard Daury, qui a longtemps dirigé le mouvement Initiative et Liberté.[6] Cette organisation de « tendance libérale musclée » invite parfois Juppé, Sarkozy et d'autres pointures de l'UMP à ses congrès annuels, comme en février 2004.[7]

Du calme!

Depuis le début de cette affaire d'otages, chacun tire la couverture à lui: qui pour acquérir de la crédibilité (on pense aux membres du Conseil français du culte musulman, dépêchés sur place), qui pour se racheter une virginité politique (le président ivoirien Gbagbo, mettant son avion à disposition de Julia), qui pour se faire une place au soleil (les deux zozos dont il est question)... Si pour l'instant tout foire, autant que... ça serve à faire tourner la machine. Le président Chirac a appelé la nation entière à la cohésion. Et, dans la foulée, le Premier ministre Raffarin a jugé que l'« unité nationale » était « l'une des conditions de la libération » des deux journalistes.[8] Exit donc les polémiques gênantes sur les « mensonges d'État », ainsi que le porte-parole du PS qualifiait l'affaire.[9] Le gouvernement s'en tire à bon compte et fait d'une pierre deux coups: appel à l'union sacrée et à la discipline. Le tout au nom de l'intérêt des otages.

Préserver l'intérêt des otages, uniquement? Une résolution pacifique du rapt n'éviterait-elle pas également de raviver le débat sur un autre sujet d'actualité intérieure: le foulard? Pour rappel, « l'Armée islamique en Irak », responsable de l'enlèvement des deux journalistes et de leur chauffeur syrien sur la route de Bagdad, exigeait que la France retire la loi interdisant les signes religieux à l'école publique, dont le voile islamique. C'est ce caractère religieux des revendications qui avait poussé le Conseil français du culte musulman à envoyer une délégation en Irak auprès du Comité des oulémas musulmans, la principale organisation représentative des sunnites irakiens, et à y dire que « la France n'est pas en guerre contre l'islam et la communauté musulmane ».[10] Au-delà de la religion, le voile questionne l'existence d'écoles ghettos, de bahuts à discrimination dite « positive ». Et des classes d'élèves issus de classes sociales défavorisées parce qu'immigrées, de classes sociales immigrées parce que défavorisées. Mis sur le tapis indirectement: l'universalisme de façade de la République.

Ou bien s'agit-il, dans cette affaire, de sauver deux ressortissants et de rassurer, dans un même mouvement, le marché économique français face à un nouveau territoire à conquérir? Il y a fort à parier que l'investissement d'entreprises françaises en Irak dépende aussi de la résolution de la prise d'otages. Le français Alcatel aurait-il annoncé, en février 2004, l'ouverture officielle du premier réseau de téléphones portables dans le centre de l'Irak, Bagdad incluse[11], si des compatriotes avaient été enlevés au même moment? La réponse semble évidente: non. Décourager la présence de sociétés économiques étrangères est d'ailleurs l'un des buts visés lors des enlèvements. Notamment lorsque ces sociétés sont associées à l'occupation militaire. Ne citons pour exemple que le sort de ce travailleur turc, pris en otage par un groupe irakien qui menaçait de le tuer si son entreprise ne cessait pas de travailler avec l'armée américaine.[12]

L'une des seules boîtes françaises à qui l'instabilité politique irakienne et ses dangers quotidiens doivent profiter, c'est Géos: une « société de sécurité privée » (qui a dit « mercenaires »?) qui a installé des bureaux à Ryad en avril 2003, soit peu après la fin officielle du conflit, comme l'a révélé *CQFD*. Cette bande de joyeux turlurons assure en effet la protection de trois sociétés françaises impliquées en Irak. Toutefois, « nous leur avons conseillé de se rendre sur le terrain pour le moment. Nous sommes payés pour protéger nos clients, pas pour faire la guerre. », expliquait Jacquet, porte-parole du groupe.[13] L'intérêt n'est certes pas de faire la guerre, mais d'en profiter...

Hertje

1. *Le Canard enchaîné*, 6 octobre 2004.
2. *La Libre Belgique*, 6 octobre 2004.
3. *Le Soir*, 5 octobre 2004.
4. *Libération*, 6 octobre 2004.
5. *Le Canard enchaîné*, 6 octobre 2004.
6. Ce mouvement est composé d'anciens du SAC, Service d'action civique.
7. *Le Canard enchaîné*, 6 octobre 2004.
8. *La Libre Belgique*, 6 octobre 2004.
9. *Libération*, 6 octobre 2004.
10. *Le Soir*, 25 septembre 2004.
11. *Ce qu'il faut dire, détruire, découvrir...*, 15 mars 2004.
12. *Le Soir*, 25 septembre 2004.
13. *Ce qu'il faut dire, détruire, découvrir...*, 15 mars 2004.

Saint-Ouen : Chasse aux mal-logés

photo par Sophie Garcia

Après l'évacuation d'un immeuble au 4, rue Jules-Verne le 8 juin dernier, plusieurs familles sont toujours à la rue. D'autres familles, occupant un autre bâtiment à la même adresse, vivent sous la menace d'une expulsion.

Les mal-logés de Saint-Ouen mènent depuis 4 mois une lutte exemplaire. La mairie communiste, après avoir demandé l'évacuation suite à un effondrement de plafond, ne leur aura pourtant rien épargné : ordre aux assistantes sociales du secteur de ne plus recevoir les familles, demande à La Poste de bloquer le courrier, interdiction d'assister à la réunion publique consacrée aux projets d'urbanisme à Saint-Ouen (PLU), appel aux forces de police… Les familles évacuées du 4, rue Jules-Verne ne sont pas les bienvenues en ville ! L'hypocrisie de rigueur en ces circonstances poussa néanmoins Mme le maire à accepter par deux fois une interruption du Conseil Municipal pour aborder le problème, mais sans jamais prendre d'engagement concret. En public, la municipalité se dit prête à se mobiliser contre les problèmes liés au logement. Sur le terrain, elle organise la chasse aux mal-logés.

Pendant les mois d'été, les familles soutenues par le DAL avaient obtenu, suite à plusieurs visites en nombre, des hébergements provisoires à l'hôtel ou en foyer par le biais de la DDASS ou du Conseil Général. Cette situation précaire permettait pourtant la poursuite d'actions régulières en vue d'une table ronde locale, réunissant pouvoirs publics, bailleurs sociaux, familles et soutiens pour résoudre définitivement le problème. Des manifestations communes furent organisées avec des familles elles aussi expulsées de Saint-Denis et La Courneuve. Mais à partir du 1er septembre, les hébergements furent stoppés et les familles furent contraintes de camper dehors.

Le campement commença face à la mairie de Saint-Ouen, avec 5 familles évacuées, plusieurs habitants du 4, rue Jules-Verne et des soutiens à l'origine peu nombreux mais qui se renforcèrent au fur et à mesure. Le harcèlement policier se durcit rapidement, obligeant les mal-logés à se déplacer parfois plusieurs fois dans la nuit, réveillant les enfants et s'installant quelques dizaines de mètres plus loin. Les menaces se faisant de plus en plus pressantes, il fut décidé de s'installer devant l'église dans l'espoir d'éviter une intervention musclée.

Le problème de ces familles devint alors de plus en plus visible sur la ville, et la population commença à manifester sa solidarité avec plus de force. Le curé lui-même, et l'imam invité en raison de la confession musulmane de la plupart des familles, lancèrent un appel public, et l'église ouvrit pour 5 jours une salle, tout en indiquant qu'elle ne pourrait aller plus loin.

Le campement resta alors plus de 15 jours au même endroit, ce qui permit à la fois de mieux l'organiser, d'installer une bâche contre les intempéries, et de devenir un point central, autour duquel population et soutiens pouvaient se retrouver, discuter et préparer la lutte. Des actions se mettaient en place, en direction de la mairie et de la préfecture, réunissant de 70 à 150 personnes en rassemblements et manifestations. Les pouvoirs publics restaient sourds, mais des fissures commençaient à apparaître et le relais même limité dans les « grands médias » régionaux gênait les uns et les autres. Trois revendications furent mises en avant :

- hébergement immédiat par la mairie, dans une salle,
- table ronde locale, avec mairie et préfecture du département pour résoudre le problème des évacués,
- table ronde régionale, pour traiter des familles menacées d'expulsion et du problème du logement en général.

C'est dans ce contexte que la mairie a réagit encore plus violemment : lundi 4 octobre au matin, à 6h30, une trentaine de policiers, en présence d'agents communaux, réveillent les sans-logis et les soutiens qui dormaient au pied de l'église. Les menottes sont passées à certains adultes. Les familles, avec les enfants, et les soutiens sont tous menés au commissariat. Ils sont libérés après plus de 3 heures. Les enfants manquent l'école, les adultes manquent le travail. Pendant cette détention, les employés municipaux ont été chargés de détruire les affaires du campement : matelas, couvertures, bâches, vêtements… ont été envoyés à la TIRU pour être brûlé. Seules certaines affaires personnelles ont pu être récupérées au garage municipal. Pendant la semaine, la mairie ferme à nouveau toute possibilité d'accès à ses services pour les familles, vigiles à l'appui.

Cela n'a pas suffit à décourager la lutte. La mairie est de plus en plus isolée : les élus socialistes, verts, quelques militants PC… se désolidarisent des élus communistes et ne veulent pas assumer l'attitude de la municipalité. Le curé fait un nouveau geste pour l'hébergement, et reprend des négociations jeudi 7 octobre. Face à son impopularité croissante et à l'échec de la répression, la mairie commence à céder : elle propose la remise en état d'un foyer pour les sans-logis. Pour sauver la face, les élus n'ont pas rencontré le DAL, ni les familles. Après ce premier pas, tout le monde reste mobilisé. Et pour cause, le surlendemain la mairie explique déjà qu'elle ne parvient pas à trouver un lieu…

Une grande manifestation sur la question du logementà Saint-Ouen aura lieu : rendez vous le 23 octobre.

Kalim

Contact : 0660698883 ou 0622793057

Quand l'autruche éternue...

Heu

« Il n'y a pas de différence entre ce convoi et les autres, quotidiens, qui transportent toutes sortes de matières radioactives. » Lacoste, directeur de l'Autorité de Sûreté Nucléaire.

Papa, c'est quoi ce camion vert fluo qui brille dans la nuit? T'inquiètes pas ma fille, c'est juste un convoi de plutonium. Papa, ça sert à quoi le plutonium? Heu...

Pisseux

« Le voynestisme, ça n'existe plus. » Bennahmias, de les Verts.

Voynet: ministre de l'Environnement sous le règne Jospin (1997-2002). Plus tard, est élue sénateur, c'est dire sa volonté de marquer la vie politique. Le voynetisme, doctrine vert-rose, n'a, selon ses détracteurs, jamais réellement fait ses preuves. Malheureuse tentative de coller au PS (parti socialiste: voir ce mot), le voynetisme est aujourd'hui tombé en désuétude. Langage courant: le « vert-voynet », une manière de jaune pisseux.

Timides

« Il y a encore beaucoup de patrons qui veulent bien agir, mais surtout sans le dire. » Laurence Méhaignerie, de l'institut Montaigne.

Enfin on comprend mieux pourquoi les patrons philanthropes, vantés dans les médias à longueur d'année, se font, dans les faits, si peu remarquer: c'est des timides!

Logique

« Un référendum, c'est dur: cela suscite des réactions binaires, réductrices, cela pousse à la caricature. » Paul Quilès, du PS.

Par conséquent le PS exige un référendum sur l'Europe, un autre sur la Turquie, un troisième, interne celui-là. Logique avec lui-même, il devrait bientôt demander un référendum sur le bien-fondé des référendums.

Hâtons-nous lentement

« Mon seul objectif est la libération rapide des otages. » Raffarin, prisonnier de lui-même.

Tout dépend de ce qu'on entend par rapide. Cette libération pourrait par exemple avoir lieu entre les deux tours de la présidentielle de 2007. Certes, c'est pas demain, mais ça rappellerait tellement de choses à Jacques. Le problème, c'est de convaincre les ravisseurs d'attendre jusque-là.

Bizness

« L'élargissement à 25 est un moment tout indiqué pour moderniser la façon de faire des affaires. » Blair, le Madelin anglais.

Pour Tony-le-truand c'est rien que ça, l'Europe. Il veut que les Anglais votent oui à la constitution parce que c'est bon pour le bizness, parce qu'on va s'en faire des en or, pronostique Tony. Un nouvel argument pour les partisans du non.

Généreux

« Si, dans quinze ans, les conditions d'une adhésion de la Turquie sont réunies, alors, les partenaires européens pourront en discuter. » François Hollande.

Si, dans cinq ou dix ans, le peuple turc se jette par dépit dans les bras de l'islamisme dur, les démagos du type Hollande n'y seront pas pour rien.

Frédo Ladrisse

(sources: France Inter, Libération, Politis*).*

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Enterrer Sagan

Apologiste du luxe, elle a eu droit à des hommages dans toute la presse, y compris dans celle où l'on attendrait pas tant de sollicitudes à son égard. Ses petits romans sont autant d'histoires sentimentales se déroulant invariablement dans des milieux bourgeois pour ne pas dire « pétés de thunes »...

Pourquoi tant d'hommages pour cette auteure de sous-littérature, chantre de l'insouciance et de la futilité? Il faut remarquer que la morale bourgeoise est toujours sauve: on a des relations sexuelles en dehors du mariage, mais les conséquences sont toujours regrettables. Et puis on recommence au prochain roman, puisque ça se vend si bien...

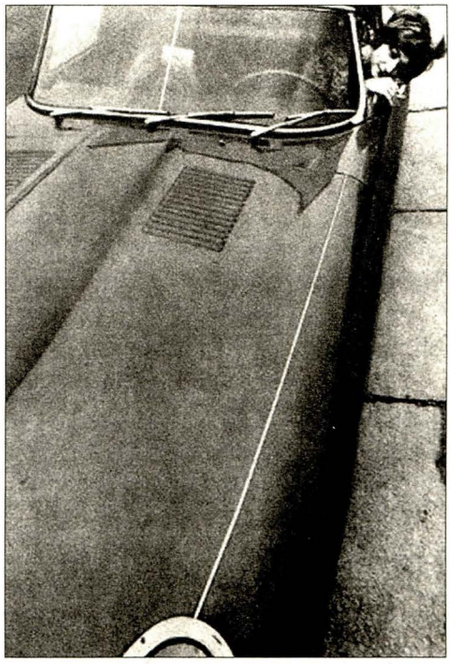
Écrivaine people, la presse a raconté ses coucheries... On gardera le droit de s'intéresser à des événements plus importants. Mais il est vrai que Sagan, si ce n'est pas la littérature, ce n'est pas seulement la sous-littérature...

Tout le monde a dit qu'elle se droguait... mais qui a daigné remarquer que cela lui fut permis comme à bien d'autres « personnalités » tandis que les anonymes vont surpeupler les prisons?

Mise en cause en 1999 dans l'un des multiples volets de l'affaire Elf, elle avoua avoir joué les intermédiaires pour le groupe pétrolier auprès de son ami François Mitterrand. Accusée par l'un des hommes d'affaires mis en examen, André Guelfi, dit « Dédé la Sardine », Françoise Sagan confirmait être intervenue auprès de Mitterrand en faveur d'un contrat de droits de prospection d'Elf en Ouzbékistan, moyennant bien sûr une commission. En février 2002, elle fut condamnée pour fraude fiscale à un an de prison avec sursis, les juges ayant établi qu'elle avait dissimulé au fisc 694000 euros de revenus. Ces sommes avaient été payés par une société suisse pour le compte d'Elf en remerciement de son action de lobbying auprès du président... Pour revenir à ses romans, elle fut aussi accusée de plagiat pour *le Chien couchant*...

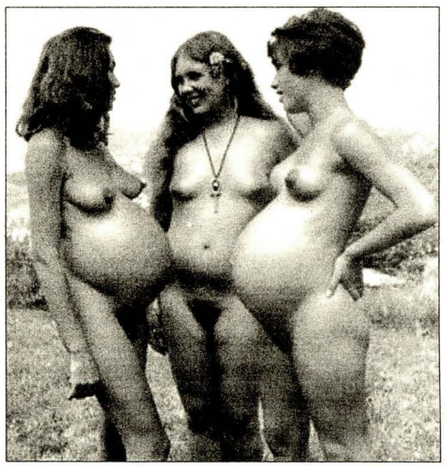
Comme à l'accoutumée, un personnage connu meurt et immédiatement les médias effacent de la mémoire les événements gênants afin que le bon peuple n'en garde qu'une image propre pour la postérité... S'agit-il encore et toujours de rendre notre cerveau disponible pour la pub?

Le Furet



Trop vieux ou trop pauvres mais toujours bons à exploiter

Un rapport du Fonds monétaire internationale causant de *Comment l'évolution de la démographie affecte l'économie globale*, nous promet des lendemains qui déchantent.



Les gratte-papier du FMI s'étaient fendus, il y a quelques années, d'un rapport sur l'économie française où il était largement question du vieillissement de la population et de l'obligation, pour éviter un krach démographique, de réduire, fissa, les dépenses publiques, d'allonger la durée de l'esclavage salarié, etc. On sait avec quel empressement ces prescriptions furent suivies par le gouvernement.

Récemment, ces mêmes tâcherons du libéralisme triomphant ont repris de plus belle leur diatribe à travers une étude intitulée « Comment l'évolution de la démographie affecte l'économie globale », nouveau signal d'alarme autour des même thèmes élargis aux pays industrialisés.

Il est vrai que la population mondiale, si elle augmente globalement (pour atteindre une petite dizaine de milliards d'unités vers 2050), s'essouffle au Nord et reste vigoureuse au Sud. Depuis leur accession à une certaine aisance – qui n'empêche pas les disparités –, les pays développés ont pris la fâcheuse habitude de maîtriser la natalité et d'allonger l'espérance de vie de leur population. Les pays « en développement », au contraire, décimés par des taux de mortalité tout médiévaux, ont gardé celle de baiser à couilles rabattues et de multiplier les bouches à nourrir.

Ces derniers pauvres d'entre les pauvres ont tout pour séduire les faiseurs de fric. Ils sont nombreux et suffisamment aux abois pour brader leur force de travail aux moins offrants; plus tard, les prétendants à d'éventuelles pensions épargnés par les accidents du travail, les maladies et toute autre mort prématurée, auront de toute façon appris à se contenter du minimum. Le rêve, quoi.

Justement. Cet océan de ressources humaines irrigue déjà une bonne partie de l'économie occidentale qui n'envisage pas de stopper ses délocalisations. Voilà toute l'inquiétude du FMI pour les pays industrialisés. Déjà qu'il y a les vieux et leurs retraites à payer, voilà maintenant des millions de chômeurs à indemniser... Et ce ne sont pas les tarifs du Tiers Monde! L'idée même de devoir contribuer à de telles dépenses doit provoquer plus d'un malaise libéral.

Malaise qui n'est sans doute pas exclusivement d'ordre financier. Un État qui indemnise ceux que des choix économiques ont mis au rebut fait non seulement l'aveu de son impuissance, mais accrédite l'idée que les chômeurs sont des victimes. Ceux-ci en ont parfaitement conscience, leur grogne enfle dans les rangs des associations, des manifestations et autres mouvements sociaux. Tous ces gens qui demandent des comptes aux politiques, cela fait désordre. Les laisser faire, c'est risquer de mettre au jour la nature profonde de l'État: une garantie pour les margoulins d'œuvrer sans trop d'entraves. L'État le sait, et il a maintenant tendance à préférer le bâton à la carotte.

Donc, une fois de plus, le FMI décrète l'urgence. Non pas l'état d'urgence, quoique tout soit prêt de ce côté-là, mais la nécessité de réformer encore et plus. Cela au nom de la croissance, l'un des plus hauts commandements dictés par le dieu Profit. La croissance, dernier credo d'une religion révélée par la très sainte planche à billets, qui réinvente l'esclavage quand le progrès technique devrait décharger l'homme d'une bonne partie de ce fardeau, qui détourne le bien commun à la seule jouissance d'une minorité de nantis, qui n'a jamais créé autant de richesses pour les répartir avec autant d'injustice et de mépris... Au XXIe siècle, par la voix d'une poignée d'élus, la croissance commande aux hommes de crever de misère et d'aliénation.

Car l'homélie des technocrates du FMI ne prévoit rien d'autre, pour les pays développés, que l'allongement de la vie active, le rappel des chômeurs à leur obligation de travailler à tout prix (bas de préférence), voire le recours à davantage de main-d'œuvre immigrée. En précisant toutefois que de telles mesures ne sauraient être privilégiées les unes par rapport aux autres, mais envisagées ensemble. Savamment dosées, en somme, dans un « cocktail » qui les rendrait « plus faciles à mettre en œuvre » et « acceptables politiquement ». Voilà nos dirigeants sommés de poursuivre ce qu'ils ont entrepris depuis des années. Quel regain de zèle emploieront-ils pour traquer la force de travail et la mettre au service d'une productivité que rien n'explique plus sinon la folle embellie des dividendes? Quelle autre braderie des acquis sociaux? À quels nouveaux chantages se prêteront-ils complaisamment?

Mais surtout, on se demande combien de temps les hommes consentiront, sans se révolter, à leur mise en concurrence sur le marché planétaire. De deux choses l'une. Soit la tension entre les possédés pour leur survie économique, à la merci d'un populisme de circonstance, précipitera les populations les unes contre les autres. Soit les exclus du partage prendront conscience de leur commune aliénation et décideront d'unir leurs forces pour détruire ce système dont la logique de croissance mène l'humanité au suicide.

Voilà l'alternative. Qu'on se décide rapidement: il se pourrait que nous soyons bientôt partagés entre le point de non-retour et le baroud d'honneur.

André Sulfide

Nouvelles perspectives du mouvement anti-OGM

La réglementation actuelle, en France, interdit aux paysans la possibilité d'échanger semences et plants. Seules quelques variétés sélectionnées pour les besoins d'une agriculture industrielle sont accessibles; ce sont souvent des hybrides que le paysan ne peut ressemer. Demain, sur le marché, il n'y aura que des OGM...

FAUCHEUR VOLONTAIRE, j'expose ici mon point de vue. Nous rassemblons les sensibilités les plus diverses et posons la question de la finalité du progrès, bien résumée par René Riesel: « Le progressisme scientiste, désormais biologique, manque pour le moins de fraîcheur: à l'instar de cette société qui nous promet de résoudre sans retard ses contradictions quand elle ne fait en vérité qu'en empiler de nouvelles, jusqu'à trouer la couche d'ozone. »* Nous avons tous compris: aujourd'hui, la seule motivation des « technos » est de passer en force, contaminant tout, pour nous expliquer après, la bouche en cœur, qu'on n'y peut plus rien! Évitons de tomber dans les pièges en examinant d'abord les trois stratégies d'opposition aux chimères transgéniques:

– Le fauchage nocturne avec revendication anonyme: efficace, mais portant le risque de se voir, à terme, marginalisé. Susurré par les médias: ce sont des terroristes qui agissent la nuit...

– L'opposition démocratique et réglementarisme: les élus et associatifs légitimistes, soucieux de l'opinion, vont nous protéger. Des régions et des municipalités se déclarent hors OGM. Patatras! On réalise que les politiques locaux sont aussi méprisés que le peuple! Du coup, l'obstination de la justice à défendre le droit à polluer, cassant les arrêtés, trouble les plus réticents aux fauchages et, in fine, les légitime. Reste, en positif, l'information des consommateurs, qui a fortement retardé la commercialisation des OGM.

– Le fauchage diurne public, avec la presse, des faucheurs volontaires: stratégie payante et efficace. Les récents événements nous incitent à la faire évoluer plus qu'à la remettre en cause. Car les violences de l'État face à une foule pacifique montrent avant tout son impuissance a nous faire accepter l'inacceptable et, plus encore, son incapacité à nous apeurer. On notera aussi l'embarras de la justice à traiter des centaines de dénonciations volontaires: elle n'en tiendra pas compte, réaffirmant son mépris du peuple. C'est le succès même de cette option qui nous oblige aujourd'hui à la dépasser. Paradoxe apparent, les faucheurs perdent sur le terrain, mais gagnent l'opinion, gage d'avenir (on peut perdre une bataille et gagner la guerre, cf. la guerre d'Algérie).

Pragmatique et partisan de la biodiversité, j'ai toujours pensé que ces trois stratégies ne sont pas opposables, car toutes nécessaires à la réussite commune. Cette diversité permet à des individus de tous âges, de tout profil de s'investir à leur mesure, élargissant le front anti-OGM. Les fauchages diurnes, comme les actions légales, les interventions en supermarché légitiment les fauchages, même nocturnes et les fauchages rassurent ceux qui craignent la propagation. Ainsi, nous avons mieux à faire qu'à disserter sur les mérites respectifs des diverses stratégies, l'essentiel étant de couper court. À première vue, dès lors que la justice casse les arrêtés, que l'État protège les multinationales et gaze les faucheurs, il ne nous resterait que des choix peu réjouissants:

– Fauchages nocturnes, au risque de nous voir marginalisés et perdre à terme l'opinion.

– Exercer une pression « démocratique » sur des élus plus soucieux de leur réélection que d'une réelle éradication.

– Rester couché devant la télé, en grignotant du pop-corn modifié au gène de ragondin...

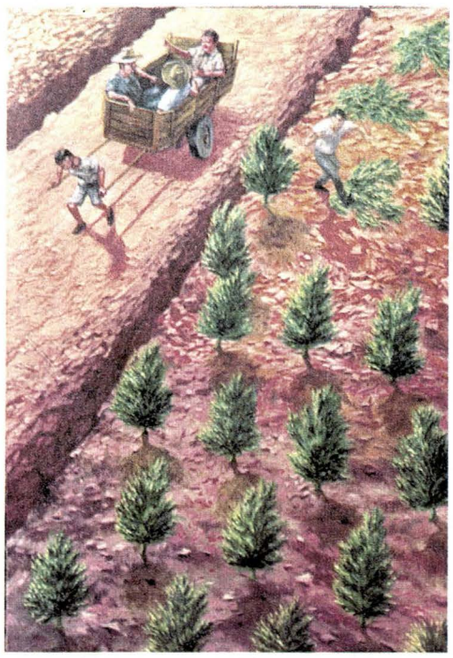
On notera que ces options, exprimées tel que, ne gêneront en rien la propagation des chimères. Pourtant, c'est de l'examen objectif des échecs et des réussites de ces stratégies qu'une solution de « synthèse » se dégage:

Aux champs. Qui aujourd'hui oserait envoyer les faucheurs à la baston? Pas moi... La seule option réaliste, pour éviter le piège de la violence est le fauchage nocturne, mais cette fois revendiqué en public par des milliers de faucheurs. Il suffit d'un petit groupe d'intervention, les sympathisants se précipitant ensuite dans les gendarmeries en revendiquant leur participation. Chaque faucheur nocturne pourra ensuite, s'il le désire et si le travail est terminé dans sa région (restons pragmatiques), se dénoncer, avec ou sans battage médiatique.

À la ville, l'information du consommateur en grande surface peut être encore améliorée, avec convocation de la presse: en retirant des rayons, en détruisant publiquement les produits contenant des OGM (comme lors des fauchages volontaires, à chaque participant trois articles). Là encore, il s'agit de noyer la justice sous des milliers de plaintes ridicules, du genre: « A détruit trois boites de maïs transgénique, a enduit de ketchup un rayon de supermarché ». Gardons les rieurs de notre côté! Raffarin passe en force, la commission européenne s'assoit sur 80 % des Européens, le pouvoir garde les champs et gaze les faucheurs, eh bien! Nous continuerons... autrement, et toujours dans la bonne humeur, tous ensemble!

Sousmarinvert
Militant écologiste, faucheur volontaire, créateur de www.grainvert.com

* René Riesel, in l'*Écologiste*, n° 2, été 2001.



Peinture Ivan Brun

Le combat anti-OGM

Témoignage et commentaires

Bruno Boyer

Après les actes de violence subis à Solomiac le 5 septembre 2004, j'étais resté dans une colère noire durant plusieurs jours.

Pourquoi mobiliser tant de militaires pour défendre 500 m² de maïs ? Pourquoi ces grenades lacrymogènes et autres grenades assourdissantes ? Pourquoi ?

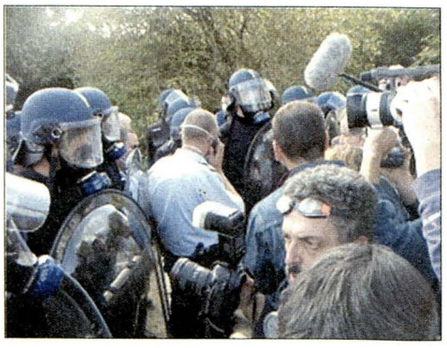
Après l'assemblée générale du collectif, un quatrième rassemblement est prévu près de Poitiers. Ce sera Valdivienne.

En ce matin du 25 septembre, nous nous levons à 6h30 du matin pour avaler 550 km en direction de Poitiers.

Naïvement, je pensais passer une longue journée sur la route, mais je pensais aussi passer un après-midi « festif ».

Le long du trajet, nous nourrissons l'espoir que les faucheurs volontaires se déplaceront en masse, pour que le gouvernement voie que nous ne reculons pas à leurs aboiements. À notre arrivée à « La Puye », vers 13 heures, grosse inquiétude, vingt voitures tout au plus...

Mais ensuite tout s'est mis en ordre de marche. Les motards bleus sont arrivés. Les voitures de militants aussi par dizaines. Et, bien sûr, ce maudit hélico bleu avec sa caméra boule. Après Solomiac Now, la présence de cet appareil est irritante et agaçante. C'est donc à quelque 600 militants que vont s'ensuivre les traditionnelles prises de parole et consignes de sécurité. Après quoi, le convoi se met en route. Bien sûr, il ne faut pas oublier l'aimable escorte de ce maudit hélico bleu.



Arrivés à Valdivienne, nous sommes arrêtés par un premier barrage de gendarmes. À mon grand plaisir, une centaine de faucheurs est déjà sur place. Des enfants dessinent à la craie sur la route. Nous attendrons quelques dizaines de minutes que l'ensemble du convoi soit arrivé avant de franchir paisiblement ce premier barrage. Le mouvement se met en ordre de marche, quelques quarante faucheurs portant brassards rouges passent devant. Ce sont nos guides. Suivent, derrière, une banderole des élus du peuple (sénateurs, députés, conseillers régionaux et généraux, maires), des responsables politiques syndicaux. Enfin, nous tous citoyens pacifistes avec nos convictions et nos idéaux.

Arrivés à 400 mètres du champ, nous apercevons plusieurs camions militaires et les reflets brillants des boucliers des gardes mobiles. Deux fusées sont lancées dans le ciel pour prendre la mesure du vent. Ceci fait, alors que nous sommes encore à 300 mètres au moins, les « forces de l'ordre » (comme le titre *Libération* !) vont ouvrir un feu nourri de grenades lacrymogènes en notre direction. Jusque-là, avec Nadia, nous avancions main dans la main. Le temps de mouiller nos tee-shirts et de les enrouler autour de notre visage, la fumée nous à envahis.

Affolement. Avancer, reculer ? Avancer, jusqu'aux barrières sans se précipiter pour ne pas m'essouffler et maîtriser ma respiration dans cette fumée. Bordel, ça pète dans tous les sens. Je me retourne pour voir si Nadia est là. Rien que de la fumée. Je perds ma concentration et en repartant de l'avant, je prends une grande respiration dans un nuage d'une opacité, d'une épaisseur telle que mes poumons se remplissent de fumée et je m'étouffe. J'essaie de cracher, de gerber, mais je n'arrive plus à respirer.

Je cours alors face au vent pour essayer de retrouver de l'air pur. Je manque de tomber. J'arrive enfin contre les barrières. Et là je rencontre mon sauveur qui m'envoie deux giclées de jus de citron dans la bouche. Miracle je respire à nouveau. Mes esprits reviennent et je décide alors de faire le tour du « propriétaire » pour mesurer l'ampleur des moyens mis en œuvre.

Le champ de maïs (de là je le vois enfin) fait environ 300 m² et est bordé d'une première rangée de barrières. Devant ces barrières, plusieurs camions militaires vert et bleu. Devant encore ce que j'appelle les piquets mobiles, des « en chemise bleue » qui ont une radio pour recevoir les ordres de ce maudit hélico ou du préfet. Des « en noir » qui vont aboyer les ordres reçus à des « noirs » équipés de boucliers et encagoulés comme s'il allait y avoir une attaque chimique. Pour protéger tout ça, à 50 mètres de la première rangée de barrières, une deuxième rangée avec en plus des rouleaux de fil de fer (pas barbelé, pas encore !).

En contournant le champ pour rester con-

Risque d'O.G.M.

(Organisme Génétiquement Modifié)

tre les barrières et me mettre dos au vent afin que la fumée ne me tombe pas dessus, j'ai été victime des premières grenades que certains diront « offensives », d'autres « assourdissantes ». Assourdissantes, vu le sifflement que j'ai eu dans les oreilles durant les minutes qui ont suivi, c'est sûr. Je continue mon contournement, les piquets mobiles, ardents défenseurs du maïs à Monsanto, arrosent les faucheurs de tirs lacrymos. Les grenades, c'est sur les intrépides qui s'approchent trop des barrières. Nous parvenons malgré tout avec un petit groupe à nous coller aux barrières. Je tourne le dos au maïs pour voir ce que nous subissons. Je vais rester là pendant 1 h 30 que durera notre résistance.

Un piquet « noir », mobile, avec barrettes, s'approche de deux piquets fixes : « Les gars, prenez ces grenades, vous n'en avez pas encore tiré ?... Ils approchent... Visez les jambes... » Y a pas tout le dialogue, parce que à ce moment les mouvements d'approche sont nombreux, et ça pète de partout. Les jambes, ils les viseront bien, une quinzaine de blessés (certains seront hospitalisés à Poitiers) dont un journaliste.

Au bout d'un moment, parce que j'essaie de les calmer, un groupe de trois gardes mobiles me montre les dents, pas la matraque mais une sorte de truc qu'ils tiennent comme une carabine ? Oups, je m'accroupi et leur tourne le dos. J'essaie de prendre quelques photos... ça pète de partout, lacrymos et grenades, à chaque explosion je sursaute. Au bout d'un moment, je décide d'aller à l'autre bout de la rangée de barrières. C'est là que sont les piquets en chemise bleue. J'essaie un dialogue pour leur demander de calmer le jeu. En réponse : « Alleeeez va t'en ! » C'est qu'il me tutoie, lui. Et puis il me prend en photo, plusieurs fois, vu que plusieurs fois je vais l'interpeller. Ben oui, c'est lui le chef identifiable sur place.

De cette nouvelle position que j'occupe, j'entends vaguement au loin : « Attendez... y'a un blessé, évacuez... » Je me retourne et vois effectivement deux hommes qui portent un gars vers le village. J'interpelle alors la chemise bleue pour lui dire d'arrêter les tirs un instant dans cette direction. Tu penses. C'est pas le respect de l'autre qui les étouffe ces gars-là, ni une ni deux, une salve de lacrymos en direction du blessé et une ou deux grenades pour bien les faire partir vers le village.

Là, je m'insurge et je lui vomis haut et fort : « Tu te rends compte de ce que tu viens de faire ? » Je me permets de le tutoyer vu qu'il se le permet, et puis José avait dit que c'était pas nos ennemis. Au demeurant, c'est vrai, ce ne sont plus des être humains depuis que leur cerveau a été formaté. Nos ennemis ce sont les formateurs, mais eux on les voit pas, là ; ils ont un relais dans l'hélico et puis ils s'expriment dans la presse. C'est ça le débat démocratique à la française.

Donc, je poursuit mon invective à l'égard de la chemise bleue. « En Russie, Poutine il a attaqué une école pour libérer des centaines d'enfants pris en otage par des terroristes. Toi, tu tires sur des centaines de faucheurs venus pour faucher un maïs que 80 % des Européens ne veulent pas voir arriver dans leur assiette. Tu ne respectes même pas l'évacuation d'un blessé. Tu te rends compte de la gravité de ton geste ? » Il a mis quelques secondes à réagir, il me regardait fixement, mais le contenu du regard était vide. Je pense qu'il n'a rien compris parce qu'il m'a dit : « Alleeeez recule... va t'en ! » Et il m'a encore pris en photo. Il se rappelle pas qu'il l'a déjà fait.

Dégoûté, je repars vers une position de piquets fixes. J'aperçois alors la banderole des élus qui approche pour tenter d'ouvrir le dialogue... Et hop, salve de lacrymos et de grenades en direction d'élus du peuple. Je remarque alors que toutes les fumées de lacrymos ont pas la même couleur. Y en a des blanches et des plus jaunâtres. Je fais encore quelques photos pour garder une trace de cette observation. Merde ! plus de pellicule.

Au bout d'une heure et demie de résistance, on nous fait signe de nous replier. Je le dis aux piquets noirs fixes mais ils ne peuvent pas faire remonter l'information.

Ça continue de tirer. Alors je retourne voir la chemise bleue. Mais c'est peine perdue pendant que nous nous replions, nous recevrons des tirs « tendus » de grenades lacrymogènes. Avant de quitter la place quelqu'un m'a dit : « T'es fou, ne leur tourne pas le dos, ils sont foutus de te tirer dessus ! ». Ben oui, t'avais raison, ils le font.

Nous savons que ces maïs sont hors la loi. Aucune compagnie d'assurance ne veut couvrir les risques que pourraient engendrer ces essais. Pour autant, les essais sont autorisés et défendus militairement contre ceux, nous, qui voulons faire respecter la loi. Dites-moi, vos gardes mobiles, ils sont assurés eux ?

Après une prise de parole, il est convenu de quitter la place.

Je souffre depuis ces incidents de crises que je qualifierais d'asphyxie, ma bouche prend un goût poivré, mes avant-bras et mon visage se mettent à me brûler.

Lundi, après une nuit difficile, je ne me suis pas rendu à mon travail. Je suis allé voir mon médecin de famille. Après un examen minutieux, celui-ci s'est inquiété de ce que j'avais ingéré et/ou inhalé.

Je lui ai fais part de mon escapade bucolique au bord de la Vienne. Il m'a demandé si j'étais sûr que seuls des gaz lacrymogènes avaient été utilisé. Ce à quoi je n'ai pas pu répondre. À défaut, je suis un traitement anti-allergique de trois jours.

Aujourd'hui, mardi 28 septembre, j'ai repris mon travail. Les crises « d'asphyxie » et de brûlures sont moins fréquentes et moins douloureuses.

B. B.

p'têt' ben qu'oui p'têt' ben qu'non

Alors même que la date d'un hypothétique référendum sur la Constitution européenne n'est pas encore fixée (au plus tôt fin 2005), la question agite déjà l'ensemble de nos politiciens qui pensent ainsi peut-être combler le vide qui caractérise le débat politique actuel.

Julien

Les rendez-vous électoraux rythment désormais de plus en plus lourdement la vie politique : sitôt une élection passée, la multiplicité des candidatures, deux, trois, voire quatre ans en avance, ainsi que les luttes fratricides dans les partis candidats au pouvoir, achèvent de décrédibiliser une classe politique totalement coupée des préoccupations et des aspirations réelles des peuples et des individus.

La fébrilité s'est emparée de la classe politique, le référendum nous est présenté comme l'événement majeur des mois à venir : l'année politique 2005 sera l'année de la Constitution européenne ou ne sera pas. Déjà, les organisations politiques de tout bord, de l'extrême gauche jusqu'à certains libertaires, s'empressent de se positionner dans un camp ou dans l'autre et de préparer les alliances.

À l'heure où le mouvement social et syndical piétine, il est important pour les anarchistes de ne pas se faire embarquer dans cette campagne politicienne, qui ne s'attaque en aucune façon aux problèmes réels, et de laquelle rien de bon ne pourra sortir. Les lignes qui suivent entendent développer une analyse et des axes d'intervention des anarchistes pour (re) construire ce mouvement social et syndical sur des bases libertaires en dehors des considérations politiciennes et électoralistes, conditions indispensables pour faire naître ensemble une autre Europe pour un monde libertaire.

Non à l'Europe du capital et du Vatican !

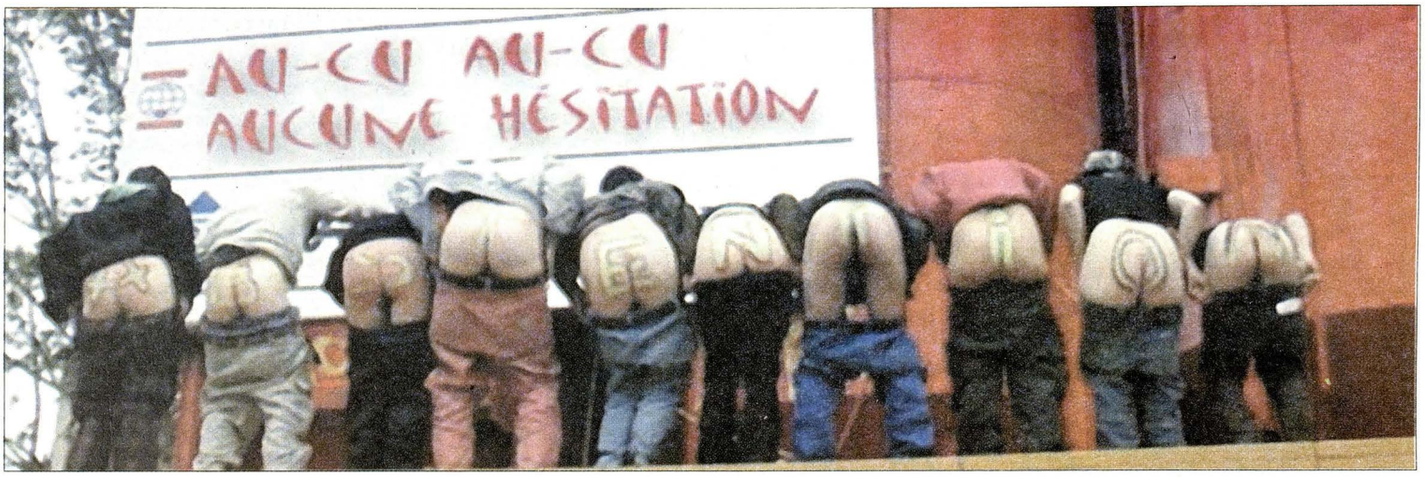
Cette fumeuse Constitution européenne, que le gouvernement nous demande d'approuver sans jamais nous avoir associés à son élaboration, est une étape majeure portée par un large consensus politico-économico-religieux, réunissant le capitalisme libéral, la social-démocratie et les Églises chrétiennes.

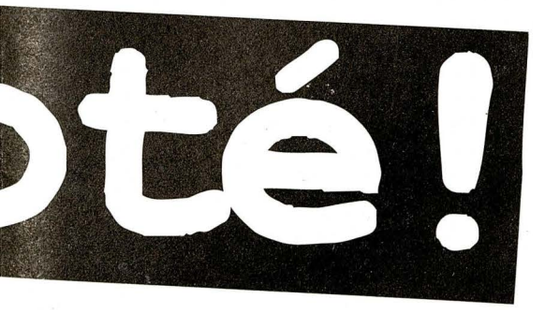
Cette Constitution a fait l'objet d'une étude approfondie et d'un soin particulier avant de nous être soumise. Encore une fois, nous sommes appelés aux urnes pour juger un texte obscur (plus de 350 pages et des dizaines d'annexes dans un jargon de juriste incompréhensible à la majorité des individus), rédigé par nos représentant.e.s autoproclamé.e.s de Bruxelles. Mais qu'importe le résultat, avec ou sans nous, avec ou sans notre accord, le projet sociétaire de la curaille et du patronat européen se poursuivra coûte que coûte.

Les accords de Schengen avaient déjà souligné le caractère répressif de cette Europe qui se construit sur le dos des peuples. Les structures d'une Europe policée et d'une Europe militarisée fonctionnent déjà largement. L'Europe « de paix » et « des peuples », qui suppose des améliorations qualitatives du cadre de vie et des améliorations fondamentales sur le plan social, est en fait un leurre ne servant qu'à créer l'illusion du changement et à cacher la réalité de l'accroissement des inégalités, la casse des services publics et la remise en cause des acquis sociaux.

L'Europe des religions se construit insidieusement, lentement, mais sûrement et efficacement. Le préambule du projet de Constitution consacre la religion comme valeur fondatrice de l'Europe, l'article 53 annule la liberté de conscience et la remplace par la liberté de religion. Le principe de subsidiarité qui signifie, en gros, laisser la bride sur le cou aux hiérarchies locales, aux féodalités inférieures, tant que cela ne perturbe pas les hiérarchies supérieures et qui demeure la base de la doctrine politique européenne de l'Église chrétienne depuis les années 50, est reconnu et intégré dans le projet. La remise en cause de la laïcité et le retour d'un nouvel ordre moral constituent l'Europe de demain que les calotins nous préparent.

Le « oui » à la Constitution européenne avaliserait la mise en place de cette politique chaotique tendant à favoriser le développement du capitalisme européen en renforçant les inégalités sociales, les injustices économiques et une nette tendance à une vision





égoïste, renfermée et chrétienne de l'Europe.

Le « non » à la Constitution européenne ne changerait rien à la volonté de nos dirigeants de nous imposer leurs diktats en matière économique, sociale et morale. D'ailleurs les précédents référendums sur Maastricht et sur l'euro ont démontré que le « non » importait peu, on nous fera revoter jusqu'à ce qu'on dise « oui »! Ainsi, même l'hypothèse d'un « non » massif ne pourrait inverser le processus de mutation capitaliste et sécuritaire de l'Europe.

Abstention révolutionnaire !

Le « oui » et le « non » à la Constitution européenne nous renvoient dans tous les cas à des situations de dépendances politiques, sociales, économiques et culturelles.

Le « oui » et le « non » laissent en place les mêmes personnels politiques et les mêmes institutions d'oppression qui prétendent nous dicter le bien et le mal et maintiennent les peuples sous tutelle, au besoin par la force.

Peu importe de se faire exploiter par un patron français ou européen, peu importe un impérialisme français ou européen, c'est d'abord contre les oppressions de toutes natures que les anarchistes entendent lutter.

Dans ce cadre, les anarchistes ne peuvent se satisfaire du faux choix prononcé par les politiciens ni d'ailleurs de la pauvreté intellectuelle dans laquelle les hommes politiques de tout bord, relayés par les médias serviles, confinent les populations. Nous ne pouvons cautionner cette parodie de démocratie, ni nous polariser sur ce leurre que constitue ce référendum qui voudrait nous faire croire que nous sommes libres de choisir notre avenir en déposant un bulletin dans une urne.

C'est dans nos luttes et par l'action directe que pourront apparaître et se développer seulement les véritables formes de démocratie qui nous permettront de transformer réellement et radicalement la société, pas dans une illusoire « manifestation de la volonté populaire » que les gouvernements européens voudraient nous faire gober !

Oui à une Europe libertaire et égalitaire !

Nous avons une vision universaliste d'un monde nouveau à construire, et nous envisageons à l'échelle de l'Europe comme de la planète le fédéralisme des peuples et l'égalité sociale des individus, les échanges pluriculturels et l'abolition totale des institutions de répression politiques et religieuses ainsi que la disparition des frontières pour l'ensemble des citoyens du monde.

Le seul moyen de favoriser une Europe telle que nous la souhaitons, sans classes, ni États ni frontières, basée sur l'entraide entre les peuples, réside dans l'action directe individuelle et collective que l'on pourrait résumer par : agir au lieu d'élire qui se traduit pratiquement ici par l'abstention active et révolutionnaire.

Finissons-en avec l'aliénation politique des urnes, la délégation de pouvoir et les chèques en blanc aux politiciens. Développons et internationalisons les luttes sociales sur des bases d'autogestion, de fédéralisme et d'action directe. Construisons la convergence des luttes pour la grève générale expropriatrice et autogestionnaire !

L'esprit du congrès de Saint-Imier (1872), événement fondateur de l'anarchisme ouvrier et de l'internationalisme prolétarien reste plus que jamais d'actualité :

« La destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat. »

« Repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire. »

Julien
groupe de Rouen de la FA

Brèves Brèves Brèves Brèves Brèves Brèves

Espagne : crucifix dans les écoles

Alors que le gouvernement précédent de Aznar (Parti populaire) avait instauré la loi dite « Loce » sur l'apprentissage de l'histoire des religions à l'école, un appel en faveur du retrait des symboles religieux a été lancé par certaines associations en Espagne. Ce regroupement dont la CGT espagnole fait partie, explique dans un communiqué que « les symboles religieux persistent surtout dans les zones rurales, et souligne que les crucifix, les cours de religion ou les messes en horaires scolaires sont des points qui, simplement, appartiennent à d'autres moments distincts de l'école ». « Les religions doivent être expliquées comme un simple fait historique, social et culturel, et son cadre didactique ne doit jamais être moralisant ni dogmatique ». Ces associations considèrent que l'expression des sentiments religieux doit être éradiquée des institutions publiques pour être transférée dans la sphère privée.

Il faut dire que l'influence de l'Église sur la société espagnole se réduit, si ce n'était son récent renforcement dans les institutions scolaires via la loi Loce. Une moitié d'Espagnols se déclarent catholiques pratiquants, un tiers catholiques non pratiquants, le reste étant athée (plus de 15 %) ou pratiquant d'autres religions (2 %). Parmi les catholiques, 71 % rejette pourtant l'Église catholique pour ses condamnations de l'avortement, des méthodes contraceptives, du divorce. La crise des vocations touche l'Espagne qui peine ainsi à renouveler son personnel religieux. Pourtant, l'Église catholique continue à affirmer que 90 % des espagnols sont catholiques. Il est vrai que quarante ans de national catholicisme franquiste, cela laisse des traces.

Espagne : à Cordoue, on ne recycle pas dans le papier

Au début du mois d'août, le groupe Smurfit, propriétaire de l'entreprise Europapel, a annoncé aux travailleurs l'intention de fermer la ligne de production de papier de l'entreprise. Les salariés partirent en vacances, pensant que la rentrée serait rude, mais pas qu'ils seraient licenciés au retour de leurs congés. La direction affirme que le papier produit est de mauvaise qualité et ne trouve pas de débouchés. Ce qu'elle ne dit pas c'est que le groupe Smurfit a augmenté ses bénéfices de 50 % en Espagne, ce sont des chiffres d'origine patronale. Il faut savoir aussi que les travailleurs ont fait des heures supplémentaires jusqu'au 31 juillet pour augmenter la production. Les représentants du comité d'entreprise semblent avoir négocié sans discuter, même s'ils semblent s'opposer au projet patronal. Il faut dire qu'en tant que représentants du CE, leurs postes seront sauvegardés ! La spéculation immobilière semble être la vraie motivation de cette opération qui va envoyer d'abord huit personnes au chômage, et à terme, quarante autres dont beaucoup ont plus de 45 ans (source CNT).

Angleterre : Stuart Christie se livre

À 18 ans, Stuart Christie voyage en Espagne, en autostop. C'était en août 1964, et le jeune anarchiste écossais portait une charge d'explosifs sous ses vêtements. L'objectif était de perpétrer un attentat contre Franco, au stade du Bernabéu. Cette opération avait été mise au point par la Défense intérieure, organisme secret de la CNT, de la FA ibérique et de la FIJL (la Fédération ibérique des jeunesses libertaires. Mais l'opération échoua place des Cortès, à Madrid. Le 11 août, le jeune Stuart est emprisonné et condamné à vingt ans de prison. Au terme d'une intense campagne internationale et après une demande de clémence déposée par sa mère, l'anarchiste voit sa peine commuée par Franco et retourne chez lui, libre. À 58 ans, Christie raconte son appui à la lutte antifranquiste à travers un livre où il conte ses mémoires : le livre, sorti le 6 septembre en Angleterre est publié aux éditions Simon & Schuster et s'intitule *Granny made me an anarchist* (Ma grand-mère a fait de moi un anarchiste).

Brésil : le colloque international libertaire perturbé

Un colloque international libertaire (« Histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire ») se déroulait du 8 au 10 septembre à São Paulo, au Brésil et devait continuer à Rio de Janeiro, du 13 au 15 septembre. Lors de la dernière séance du premier colloque, le 10 septembre, la police locale arrêta un des camarades présents qui tenait un stand de matériel militant anarchiste, dehors, mais à l'entrée. Arme à la main, un policier l'accusa de vente ambulante illégale. Le colloque s'interrompant aussitôt, près d'une centaine de personnes formèrent une chaîne humaine autour du camarade menacé d'être emmené par la police. La tension montant, quatre voitures de police arrivent en renfort. Malgré les efforts, le camarade fut emmené mais relâché deux heures plus tard, grâce au travail des participants au colloque, d'avocats et des militants de la Croix noire anarchiste. Une accusation de résistance à l'autorité devrait valoir un procès au malheureux compagnon qui s'est vu confisqué tout son matériel et qui doit payer la somme de 160 reales (45 euros, une somme énorme au Brésil) pour le récupérer.

Cette intervention policière ne visait pas le colloque mais s'insérait dans une campagne policière contre les camelots de rue. Ces camelots sont des marchands ambulants qui mènent cette activité précaire pour pouvoir survivre. La police municipale de la ville se livre à des saccages sur les stands des camelots, encouragée par la mairie qui est gérée par le Parti des travailleurs. Il faut ajouter que, pour ce travail, la police municipale a été armée, ce qui n'était pas le cas il y a peu encore (source : Mrs Ana).

La rédaction du Monde libertaire, en association avec les relations internationales de la Fédération anarchiste, vous proposent tous les quinze jours de découvrir un journal ou un magazine libertaire ou anarcho-syndicaliste. Il y a quinze jours nous vous présentions le journal anglais *Freedom*, aujourd'hui c'est le journal de la CGT espagnole.

On sait que l'histoire du syndicalisme libertaire espagnol est riche et, aujourd'hui, la Péninsule ibérique compte divers journaux syndicalistes. L'un d'eux, *Rojo y Negro*, mensuel anarchosyndicaliste, est réalisé par la Confédération générale du travail (CGT).

L'histoire de ce journal débute en janvier 1984, peu après la scission subie par la CNT, départ qui donnera naissance à la CNT-rénovée qui deviendra la CGT. Au départ, le rythme de parution du journal sera irrégulier, puis deviendra mensuel à partir de 1988 et jusqu'à nos jours.

Au fil du temps, alors que la CGT espagnole se développait, le journal accroît son tirage. Aujourd'hui, 20 000 abonné.e.s reçoivent le journal à domicile, et dix mille exemplaires sont servis aux sections locales pour être diffusés lors des activités syndicales et des actions sociales.

Vingt ans après sa création, l'une des ambitions de la rédaction du journal, centralisée à Pampelune, est d'étendre encore son influence à travers une diffusion en kiosque, mais aussi de devenir quinzomadaire. La rédaction, composée d'une équipe de collaborateurs qui abordent des sujets variés, s'appuie sur une forte participation des adhérent.e.s qui envoient beaucoup d'articles et d'informations sur les activités menées sur le terrain syndical.

Même si la participation rédactionnelle de mouvements ou d'associations proches de la CGT reste faible, le secrétaire en communication de la CGT, qui fabrique le mensuel, souhaite jouer l'ouverture au-delà des rangs des syndiqué.e.s de la confédération rouge et noire.

À ce titre, la rédaction du journal se défend de vouloir être le porte-parole officiel de la confédération, et tient à l'idée que le mensuel est un projet collectif qui contribue au développement de la CGT, ce qui implique que chaque membre de la CGT se l'approprie pour en faire un projet ouvert et n'appartenant à personne.

Naturellement, ce journal s'adresse autant aux adhérent.e.s de la CGT qu'à la société espagnole en général.

« Il s'agit donc, selon Mikel Galé, coordonnateur et maquettiste de la publication, de réaliser un travail qui serve à impulser le projet de la CGT. Pour cela, le journal continue à inciter à la participation et à la mobilisation avec la conviction que c'est le chemin à suivre pour arriver à une société plus juste et plus libre. Et ceci se démontre par la pratique. Pour cela, et sans oublier l'analyse, la critique et l'autocritique, *Rojo y Negro* prétend inciter les travailleurs et la société en général à se réapproprier leur rôle dans le monde du travail et dans les processus sociaux qui conditionnent leurs vies et qui, aujourd'hui, nous sont dictés par le pouvoir économique. Notre but est d'aller dans cette direction en multipliant les volontés et contribuer à les coordonner pour créer une force réelle et efficace qui affronte la dictature du capital et pour que cela serve à améliorer les conditions de vie des plus faibles. »

Au fil de ses vingt-huit pages, le mensuel, qui se présente comme un journal, en couleur, consacre un tiers de ses pages aux informations syndicales et au monde du travail espagnol. La rubrique internationale, baptisée « Sans frontières », constitue un rendez-vous d'autant plus incontournable qu'il est souvent réalisé par des collaborateurs de terrain aux contributions originales. En pages centrales, la réflexion est présente avec le supplément en huit pages « Materiales de reflexion » qui constitue des dossiers thématiques et permet de faire le point sur des sujets aussi divers que le commerce équitable, l'économie souterraine et ses dangers, la précarité dans le monde du travail... Autre rendez-vous important du journal, les quatre pages de la rubrique « AgitAccion » qui regroupe, dans une maquette dynamique, le calendrier et des appels à la mobilisation dans les secteurs de l'écologie, du mouvement contre la guerre, contre les violences faites aux femmes, en faveur des sans-papiers, de la répression des squats, contre la répression des dissidences... Enfin, la promotion des activités ou de la production culturelle libertaire et les articles de société qui analysent l'Espagne contemporaine sont aussi très présents dans *Rojo y Negro*.

Rojo y Negro, c/o Compañía 9, 1° izda, 31001 Pamplona, Espagne

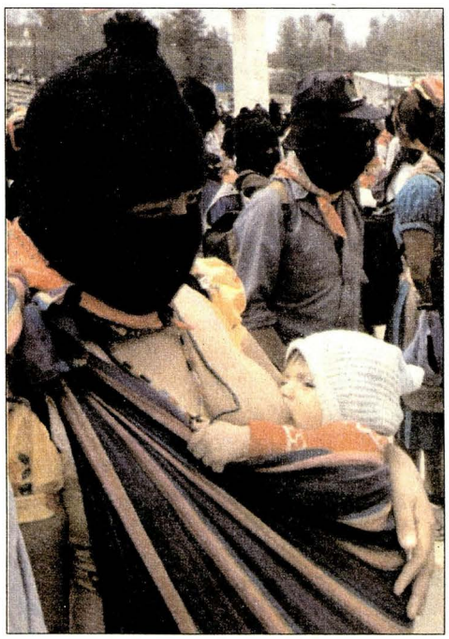
www.rojoynegro.info

Chiapas, la résistance

« Aux grandes assemblées, propices à l'esprit grégaire et à la manipulation démagogique, on préférera une multiplicité de collectivités locales, de petites structures sociales fédérées, où la connaissance des êtres et des choses cultive une sensibilité indispensable à la qualité et à l'affinement des relations humaines. »

Raoul Vaneigem,
Pour l'abolition de la société marchande. Pour une société vivante.

Bélial



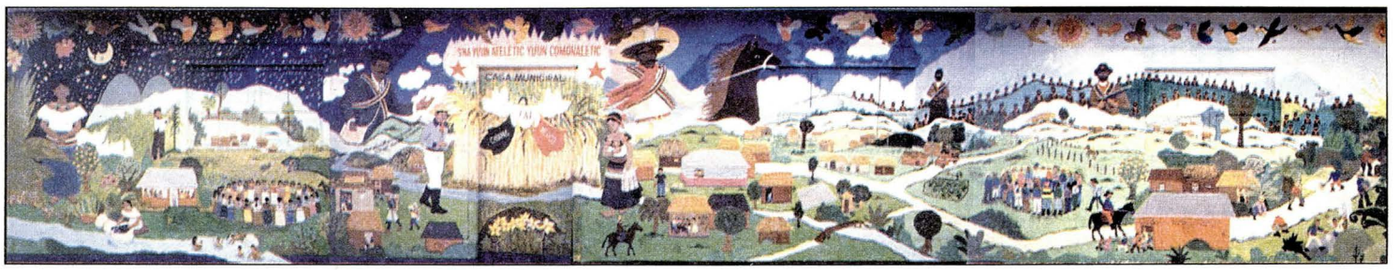
Des montagnes du Sud-Est mexicain, il n'est plus question dans les médias de l'Hexagone, pourtant, malgré l'occupation militaire massive de la région, malgré la « guerre de basse intensité » qui n'a pas cessé, la rébellion indienne et paysanne consolide l'organisation de l'autonomie à travers les cinq *caracoles* (escargots) où siègent les « conseils de bon gouvernement », c'est-à-dire d'autogouvernement. Le *caracol* représente une spirale qui invite à entrer autant qu'à sortir et dont il est difficile de déterminer le début et la fin. Ce peut être tout simplement aussi un symbole de la vie.

Un an après leur création par les communes autonomes zapatistes (il en existe une trentaine, réunissant chacune plusieurs milliers de paysans), les conseils de bon gouvernement ont rendu public leur premier bilan, concernant la santé, la justice, l'éducation, les coopératives agricoles et artisanales, la commercialisation de leur production, le transport, la communication (internet et vidéo)... Entre le 15 et le 25 août a été diffusée, sous le titre énigmatique de « Lire une vidéo », une série de huit communiqués, écrits par Marcos avec sa verve habituelle qui incite à leur traduction rapide en de multiples langues. Ce titre est une référence aux scandales de la corruption au Mexique livrant, via des vidéos filmées par des caméras cachées, aux téléspectateurs les images de politiciens – de gauche – se mettant des pesos ou des dollars plein la mallette et, pour finir, faute de place, plein les poches. Marcos explique d'ailleurs que les politiciens de droite ne sont pas en reste mais simplement plus expérimentés dans l'art des transferts discrets de devises.

Six de ces communiqués sont consacrés à la première année d'existence des « conseils de bon gouvernement » au Chiapas, aux difficultés qu'ils rencontrent, à leur fonctionnement fondé sur « une rotation des tâches entre tous les membres des conseils autonomes de chaque secteur ». « Il s'agit d'un vaste processus par lequel des villages entiers apprennent à gouverner. » En cette première année de pratique, les deux principales failles, soulignées par Marcos, concernent la faible participation des femmes à ces conseils (alors qu'elles forment aujourd'hui presque la moitié des effectifs de l'armée zapatiste – EZLN – et plus du tiers des comités clandestins révolutionnaires indigènes, sa direction) et la relation entre la structure hiérarchique de l'EZLN et l'organisation civile des communautés, les communes autonomes et les espaces construits par les zapatistes pour leur coordination : les *caracoles*. « Au départ, l'idée était que l'EZLN devait accompagner et appuyer les peuples dans la construction de l'autonomie. Cependant, l'accompagnement s'est converti en direction, le conseil en ordre... et le soutien en entrave. [...] Le fait que l'EZLN soit une organisation politico-militaire et clandestine contamine aujourd'hui encore des processus qui se doivent d'être démocratiques. » Il est rare de voir une organisation armée dénoncer elle-même son influence : l'EZLN, qui n'a pas rendu ses armes mais ne les utilise pas non plus, depuis le 12 janvier 1994, a toujours répété qu'elle avait l'ambition de disparaître en tant que structure militaire. Toutes les initiatives zapatistes depuis la création des premières communes autonomes, en décembre 1994, ont été pacifiques, et le mouvement refuse clairement l'avant-gardisme comme toute stratégie de prise du pouvoir.

Marcos fait ressortir, dans le processus de construction de l'autonomie, le rôle et l'importance de la solidarité internationale, il salue « le soutien et la sympathie de centaines de milliers de personnes sur les cinq continents » qui « ont fait leur une cause que, tout seuls, nous avons du mal à assumer : la construction d'un monde où aient place tous les mondes ».

La troisième partie de « Lire une vidéo » se termine par les comptes des sommes qui ont été reçues par les cinq conseils et de celles qui ont été utilisées. La cinquième partie détaille « cinq décisions de bon gouvernement » : pour la préservation des forêts ; contre la plantation et le trafic de drogues ; contre le trafic d'armes et de bois par le contrôle des



véhicules qui traversent les zones d'influence zapatiste; contre le trafic de sans-papiers par les *polleros*, passeurs qui prélèvent des sommes importantes aux migrants; au sujet des élections locales, auxquelles les zapatistes ne participent pas mais qu'ils ne perturberont pas.

« Nous ne pensons pas que les élections constituent une voie permettant de réaliser les aspirations du peuple, mais nous sommes conscients qu'il existe encore des gens qui y voient une manière de résoudre les problèmes du peuple mexicain. »

Il est d'autres voix que celles de l'armée zapatiste qui témoignent et rendent compte de ces transformations de la vie des communautés tzotziles, tzeltales, choles ou tojolabales du Chiapas. Hermann Bellinghausen et Gloria Muñoz, pour le quotidien mexicain *La Jornada* (qui est aussi le site d'information en langue espagnole le plus consulté mondialement sur Internet), sillonnent la région et tiennent la chronique détaillée et vivante de la société solidaire qui est en train de naître du soulèvement de janvier 1994 et des dix années de préparation clandestine qui l'ont précédé. Le 19 septembre, dans un supplément à *La Jornada* paru pour le vingtième anniversaire du journal, Gloria Muñoz brossait à son tour le tableau de la situation des cinq régions autogouvernées. Tout en coordonnant leurs efforts, les *caracoles* de La Realidad, d'Oventic, de La Garrucha, de Morelia et de Roberto Barrios se développent chacun à leur rythme et selon l'expérience et les choix de leurs assemblées.

Gloria Muñoz – dont le numéro de septembre du *Combat syndicaliste* (33, rue des Vignoles, 75020 Paris) a publié le récit d'une étonnante rencontre entre Mayas et Berbères, où se mêlait le tzeltal, le tamazight, le castillan et le français autour d'un grand couscous préparé par une délégation du comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL) en avril dernier dans le *caracol* de Morelia – est aussi l'auteur du livre-anniversaire de l'EZLN, *le Feu et la Parole* (à paraître fin octobre, traduit par Joani Hocquenghem, aux éditions Nautilus, à Paris). Elle a vécu pendant plusieurs années dans les communautés rebelles de la forêt lacandone, et son livre est une fresque vivante qui retrace, à travers les témoignages d'insurgés, les dix années pendant lesquelles, dans le silence et le secret, s'est forgée dans les villages l'armée zapatiste, puis les très riches heures, de janvier 1994 à la fin 2003, de la rébellion des plus pauvres qui, en proposant aux Mexicains de reconnaître les droits et les cultures des peuples indigènes, en généralisant l'autogestion et en mettant en pratique l'autogouvernement, invitent l'humanité à croire en elle-même. *Le Feu et la Parole* est un livre indispensable pour comprendre le mouvement de ces peuples qui, en transformant eux-mêmes leurs conditions de vie, ont déclenché une spirale de solidarité à travers les cinq continents. Elle se manifestera à Paris du 9 au 17 novembre par une série de rencontres ou Gloria Muñoz sera présente. Une projection du documentaire réalisé pour les vingt ans de l'EZLN et les dix ans de la rébellion, ainsi qu'une exposition photographique devraient être organisées au Latina, le 9 novembre. Une présentation du livre aura lieu le lendemain à la librairie L'Arbre à lettres du Ve arrondissement.

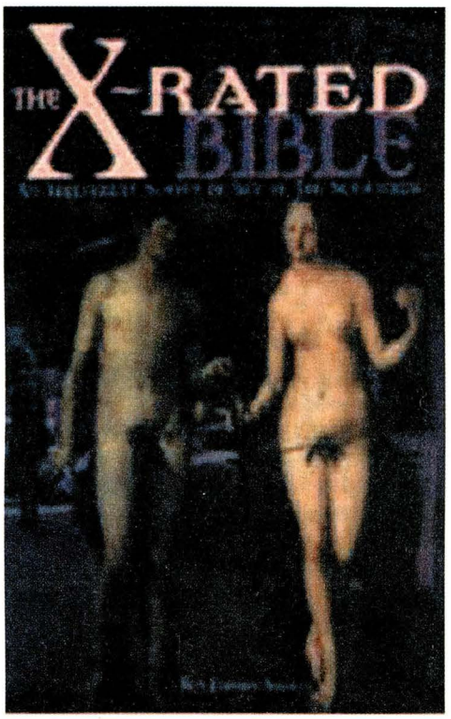
Une exposition d'artistes, francs-tireurs et artisans solidaires sera organisée du 10 au 17 novembre à l'espace Louise-Michel (42 ter, rue des Cascades, Paris 20e) et le Centre international de culture populaire (rue Voltaire, dans le XIe) accueillera une « rencontre des luttes » – peuples indigènes, sans-papiers, réfugiés, Europe et Amérique latine, etc. – le 11 novembre, et un concert de solidarité avec les *caracoles* zapatistes le dimanche 14.

Enfin, le mercredi 17, Ménilmontant devrait s'animer, de la rue des Cascades à la rue des Panoyaux, pour célébrer en paroles, en peinture et en musique le 21e anniversaire de la création de l'EZLN.

Ici et là-bas, la résistance continue, donnant à la solidarité internationale de multiples occasions de croiser les chemins de la rébellion, d'en traduire les paroles et l'expérience.

Sur les hauteurs du Nord-Est parisien, les enfants d'Emiliano Zapata ont rendez-vous avec ceux de Nestor Makhno. **B.**

Les hémorroïdes et le sacré



Les hémorroïdes sont sacrées. Yahweh s'en sert. Et il exige qu'on lui en offre. Non, je n'invente rien. Grâce au drôlissime livre de Ben Edward Akerley *The X-Rated Bible*[1], j'ai appris que dans Samuel 5: 6-12, Yahweh, très mécontent que les Philistins aient dérobé l'Arche d'alliance, les frappe d'hémorroïdes! Et lorsque ceux-ci demandent grâce (5 : 18), ils n'obtiennent celle-ci qu'après avoir fabriqué des hémorroïdes d'or, pour les lui offrir en sacrifice. Comme on imagine bien Jean-Paul II offrant en sacrifice, pour demander grâce des péchés de l'humanité, des hémorroïdes de chez Cartier!

On comprend le but de cette hilarante anthologie: déterrer de la Bible toutes ses obscénités, et elles sont nombreuses. Pour rester dans le registre scatologique, on lit dans Isaïe 16 :11, la plus poétique description du gaz d'entrailles après celles de Théophile Gautier: « Aussi mes entrailles sonnent comme une harpe pour Moab. » Toujours dans Isaïe, mais 36 : 11 « N'est-ce pas à ces hommes assis sur la muraille pour manger leurs excréments et pour boire leur urine avec vous? » Quand Dieu se fâche vraiment, il dit par la bouche d'Ézéchiel 4 : 12: « Tu mangeras des gâteaux d'orge, que tu feras cuire en leur présence avec des excréments humains.» Et l'Éternel dit: « C'est ainsi que les enfants d'Israël mangeront leur pain souillé, parmi les nations vers lesquelles je les chasserai. » Qui prétend qu'il ne s'agit là que d'une vision prophétique de MacDonald's est un mécréant?

La vieille peur masculine que l'ennemi possède un plus gros pénis est illustrée dans un texte remarquablement précis d'Ézéchiel, 23 : 20 qui compare les deux partis qui divisent Israël à deux prostituées. L'une d'elles « s'est enflammée pour des impudiques, dont la chair [pénis] était comme celle des ânes et dont l'approche [l'éjaculation] est comme celle des chevaux ». La comparaison d'Israël avec une prostituée va jusqu'à affirmer qu'en plus Israël est si laide qu'au contraire des prostituées normales qui se font payer : « Toi tu as fait des dons à tes amants. » Le texte entier vaut la lecture, dans Ézéchiel 16 : 1-34, mais en voici quelques phrases: « Et tu pris de l'accroissement, tu grandis, tu devins d'une beauté parfaite, tes seins se formèrent, ta chevelure se développa. [...] Tu t'es bâti des maisons de prostitution, tu as déshonoré ta beauté, tu t'es livrée à tous les passants. [...] Tu t'es prostituée aux Égyptiens, tes voisins au corps vigoureux. [...] Tu t'es prostituée aux Assyriens parce que tu n'étais pas rassasiée. » Ô vision apocalyptique d'Ariel Sharon aux seins formés et à la chevelure développée se prostituant aux Irakiens! Bush a-t-il pensé à une telle arme de destruction massive?

On sait aussi depuis des siècles que, dans la Bible, la « cuisse » est un euphémisme pour le pénis. Jacob combat toute une nuit avec l'Ange, et que celui-ci ne gagne qu'en « touchant Jacob à la cuisse ». En d'autres termes, l'Ange n'a raison de Jacob qu'en lui allongeant un coup de savate dans les parties! En outre, en plusieurs endroits, les personnages de la Bible jurent, ou jurent fidélité, en « plaçant leur main sous la cuisse » de la personne à qui ils jurent, plus précisément en lui attrapant le pénis. Ainsi dans Chroniques 29 : 24 (il vaut mieux avoir la King James' Bible, un grand nombre de traducteurs français passent sous silence les passages scabreux), on lit : « Et tous les chefs et les héros et même tous les fils du roi David se soumirent au roi Salomon. » Ce qui évoque une longue queue de princes secouant gravement le pénis du roi les uns après les autres. Et si après chaque présidentielle le Sénat venait rendre hommage au président de cette manière, Pasqua secouant Chirac par le centre? Mais attraper un pénis étranger n'est évidemment pas permis aux femmes, comme le prouve Deutéronome 25: 11 « Lorsque des hommes se querellent ensemble, si la femme de l'un s'approche pour délivrer son mari de la main de celui qui le frappe, si elle avance la main et saisit ce dernier par les parties honteuses, tu lui couperas la main, tu ne jetteras sur elle aucun regard de pitié. » Ça coupe beaucoup, dans la Bible. Samuel 18 : 27 rapporte que David doit apporter à Saül une dot bizarre pour obtenir la main de la fille du roi: deux cents prépuces de Philistins! Il passe donc deux cents Philistins au fil de l'épée et apporte les deux cents prépuces. Quelle collecte...

Au chapitre des crimes (on sait que Yahweh extermine avec allégresse, les ennemis d'Israël d'abord, Israël lui-même quand il se montre indiscipliné, et presque toute l'humanité lors du déluge. Et qu'il permet le massacre d'un quart de l'humanité lorsque Caïn assassine Abel, puisqu'à ce point il n'y a que quatre humains sur terre; on se demande d'ailleurs avec qui d'autre qu'Ève, sa mère, Caïn a fait des enfants.): Akerley en rappelle un, qu'il appelle avec exactitude « The All Night Gang Bang » dans Juges 19 : 22: Un voyageur et sa concubine passent une nuit chez un Lévite de la ville de Guibea. Mais, le soir venu, les hommes de la ville frappent à la porte: « Fais sortir l'homme qui est chez toi, pour que nous le connaissions » (« connaître » dans la Bible est un euphémisme de l'acte sexuel). Le Lévite leur dit que ce serait une infamie de faire ça sur un homme, et leur propose donc, au choix, sa propre fille vierge ou la concubine du voyageur! « Alors l'homme prit sa concubine et la leur amena dehors. Ils la connurent et ils abusèrent d'elle toute la nuit jusqu'au matin, puis ils la renvoyèrent au lever de l'aurore. » Quand elle revint à la maison du Lévite, elle s'écroula, morte.

Et c'est sur ce livre que George Bush a juré fidélité après son élection. Ce qui, à y réfléchir, n'a pas grand-chose d'étonnant.

Nestor Potkine

1. Ben Edward Akerley, *The X-Rated Bible*, American Atheist Press, PO Box 140195, Austin TX 78714 - 0195, USA.

Old Boy de Park Chan-wook

Amateurs de films lents, calmes et doux, s'abstenir : dans *Old Boy*, ça hurle, ça se débat, ça résiste : on résiste à quoi exactement ? Le personnage principal, Oh Dae-Soo, (incarné par Choi Min-Sik qui dépasse peut être encore l'excellence de son interprétation dans *Ivre de femmes et de peinture* de Im Kwon-Tek) résiste à la mort lente de son moi, à la mort de ses réflexes, à l'immobilité que lui impose avec une identification au rôle qui donne de la chair de poule. Il résiste à la destruction de son esprit et de sa mémoire. Il refuse de croire que ce que lui montre la télévision, installée dans sa chambre, soit vrai. Sur le petit écran on montre, que lui, Oh Dae-Soo aurait tué sa femme et pris la fuite. Dans cette chambre où il vivra reclus pendant 15 ans, sans savoir pourquoi, il résiste à des cauchemars violents, à des injections de toutes sortes, à des gaz, censés altérer son jugement et ses capacités mentales. À cet enfermement qu'il ne peut s'expliquer, il oppose un travail sur sa personne, il essaie d'écrire toute sa vie, il remplit des cahiers, une pile de cahiers qu'il cache, qu'il protège que personne d'autre que lui a le droit d'ouvrir et de lire. Il cherche à se souvenir pour trouver l'explication à sa vie présente, dans cette chambre, avec cette torture permanente de ne pas savoir pourquoi il est détenu là, qui sont ces gens qui viennent le voir, lui coupent les cheveux, lui donnent à manger. Il essaie de savoir où il se trouve, il essaie de s'évader, il invente tout ce qu'on peut inventer pour s'échapper de cette prison qui a l'air d'une chambre d'hôtel minable, il attaque ceux qui lui apportent à manger, etc. Il ne désarme jamais. Il ne cessera jamais de clamer son innocence et de se débattre, cherchant à se souvenir ce qu'il aurait pu commettre comme méfait dans sa vie antérieure, qui justifierait cette réclusion. Le personnage et la terreur qu'il éprouve se communique au spectateur. Il nous donne la chair de poule et nous remplit de compassion. Un beau jour, sans explication, il est libéré. Une voix, la même qui lui donne parfois quelques phrases à méditer, lui suggère de trouver celui qui est responsable de sa détention arbitraire… et un autre film commence. *Old Boy* est le film d'une détention, *Old Boy* est le film sur un homme qui cherche à savoir le pourquoi de cette détention, *Old Boy* est aussi le film de la lente reconquête de soi, et l'affirmation que les liens d'amour et de tendresse n'ont pas de prix et que pour les garder, on acceptera tout et l'on fera n'importe quoi. *Old Boy* est aussi un film sur le pouvoir de l'argent, sur le pouvoir d'une société où tout un chacun peut être surveillé, acheté, et la seule chose à opposer à ce rouleau compresseur, ce sont des convictions et une volonté de lutte, suivi de la mise en garde contre le piège contenu dans le désir de vengeance.

Parl Chan-wook a tourné un film brillant, violent, tendre et qui, par moments, est drôle. Il constitue un mélange fascinant d'éléments très disparates pris dans des cultures voisines, car en adaptant un manga – de Minegishi Nobuaki et Tsuchiya Garon – il fait des empreints aux codes (ou à la culture ?) des Yakusas, où l'on se mutile pour admettre qu'on a commis une faute. D'autres moments du récit confirment que la morale dominante obéit aux règles du genre : on ne peut se battre seul contre un gang, à l'intérieur des structures, toute révolte est toujours punie. Paradoxe et contradiction : la certitude que tout s'achète avec de l'argent, pourrait s'inscrire en exergue du film et pourtant cette affirmation est constamment mis en échec par ce héros imprévisible, emblématique… comme le film est emblématique de la Corée, entrée peut être trop brutalement dans la modernité.

Heike Hurst

En prison à Carabanchel Alto

de 1963 à 1965 pour la FIJL

Aux réunions de l'ASRAS (Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste), on préférait les locaux militants de plain pied. Sinon il fallait porter Alain et son fauteuil roulant dans les escaliers des vénérables immeubles que nous fréquentions dans les années 70. À Frente libertario, rue Saint-Denis, ça allait, à la coopérative Solidarité ouvrière, rue Jean-Pierre-Timbaud, il y avait plus d'étages!

Les nouveaux camarades dont j'étais, savaient vaguement qu'Alain avait fait des actions en Espagne, qu'il avait eu un « accident » après, mais le camarade Pecunia ne se racontait pas beaucoup. La militance de l'exil libertaire espagnol en savait plus que nous, jeunes de l'après 68 attirés par les idées anarchosyndicalistes.

Quarante années après, avec la parution du livre *Les Ombres ardentes*, centré sur la prison de Carabanchel Alto, édité par Cheminements, Alain Pecunia raconte l'aventure d'« un Français de 17 ans dans les prisons franquistes ». Dans la quatrième de couverture une phrase résume bien les intentions de l'auteur: « Ce récit bouleversant, sans haine ni passion, porte un éclairage nouveau sur les années soixante en France et en Espagne. »

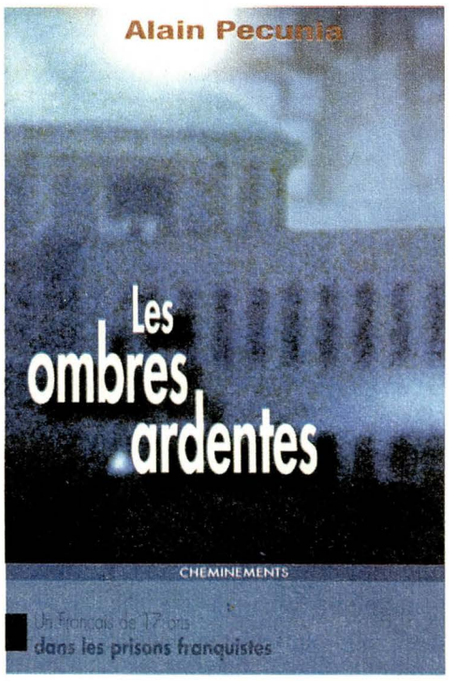
Alain n'a pas cherché, des années après, à régler des comptes. Il raconte simplement son juvénile engagement militant qui l'a mené des Jeunesses communistes avant la guerre d'Algérie au groupe Louise-Michel puis à la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL).

Pecunia n'était-il qu'un jeune révolté tenté par le terrorisme? Dès les premières pages des *Ombres ardentes* (qui traitent d'emblée de son arrestation, le 6 avril 1963), le point est fait: « En tout état de cause, quelles que soient les difficultés rencontrées pour déposer nos bombes et les armer, les directives de notre organisation sont formelles: ne pas faire de victimes. Nous faisons du terrorisme sans terrorisme. Depuis 1961 en divers endroits en Europe, depuis 1962 en Espagne, l'organisation posait des bombes pour mettre un frein au développement du tourisme en Espagne et attirer l'attention de l'opinion publique européenne sur la survivance du régime fasciste espagnol. »

Les actions de la FIJL n'étaient-elles que des coups d'épée dans l'eau, la mort de Delgado et Granado aurait-elle pu être évitée, les projets du mouvement libertaire en Espagne auraient-ils pris de l'ampleur si...? Autant de questions où le lecteur, la lectrice au fait des difficultés internes de l'exil confédéral dans les années 60 pourra s'interroger, mais là n'est pas le propos de l'auteur. Alain Pecunia se limite dans son livre à raconter les faits. À la fin d'*Ombres ardentes* est traité son « accident » et ses circonstances. Quand après son retour d'Espagne il fut laissé pour mort près de Pornic où il était en vacances (fin 1966). La colonne vertébrale brisée et, depuis, sur un fauteuil roulant. Les « pourquoi » et « qui » restent encore dans des dossiers inaccessibles.

Pour ce qui est du reste, son parcours militant ultérieur, sur l'ASRAS, le Comité Espagne libre, vous pourrez le questionner le week end prochain! Il vous reste à lire son livre, hommage aux mineurs des Asturies, paysans de Valence, camarades de la CNT, de l'ASO et les autres de Carabanchel Alto.

Thierry Porré
Groupe Pierre Besnard



Alain Pecunia, *Les ombres ardentes, Un Français de 17 ans dans les prisons franquistes*, Éditions Cheminements, 324 p. Disponible à la Librairie du *Monde libertaire* pour 22 euros.

Alain Pecunia présentera son livre *Les Ombres ardentes* :
- sur Radio libertaire samedi 16 octobre dans l'émission Chroniques syndicales de 11h30 à 13h30;
- à la fête du livre à Publico le dimanche 17 octobre à 15 h 30.

Les poètes disent l'avenir

Le massacre de Peterloo.

La postérité a tenté de donner de Shelley l'image d'un poète mélancolique hors de l'actualité de son temps; ce qu'il ne fut pas, au contraire, puisqu'il épousa très tôt le parti des déshérités, des exploités, des affamés et des ouvriers révoltés que l'on pend: « Je suffoque lorsque je pense à la vaisselle et aux bals et aux tables des rois. » Shelley nous étonne par sa modernité quand il attaque d'un même mouvement le pouvoir politique et l'exploitation économique; l'économie étant la clé de la liberté comme de l'oppression.

En 1811, à 19 ans, avec son ami Hogg, Shelley publie un pamphlet intitulé *Nécessité de l'athéisme*. Il sera exclu de l'université d'Oxford.

En Irlande, où il se réfugie, il écrit la *Déclaration des droits* d'où Hélène Fleury extrait cette citation que l'on pourra apprécier: « Nul n'a le droit de tuer son frère. Ce n'est point une excuse pour lui que de le faire sous un uniforme: il ne fait qu'ajouter l'infamie de la servitude au crime de meurtre. »

Admirateur de William Godwin, l'auteur de l'*Enquête sur la justice politique*... et précurseur anarchiste s'il en est, Shelley s'enfuira plus tard sur le continent avec la fille de Godwin, Mary, qui, elle, écrira *Frankenstein ou le Prométhée moderne*, une œuvre dont s'empara le cinéma.

La Mascarade de l'anarchie est un poème écrit dans l'urgence de l'émotion, après le massacre dit « de Peterloo », dans la banlieue de Manchester, en août 1819, quand la milice à cheval, chargeant sabre au clair, laissa à terre, morts, onze manifestants et des centaines de blessés. Plus de 60 000 ouvrières et ouvriers s'étaient rassemblés, bannières au vent: « Liberté et fraternité », « Union », « Suffrage universel », « Une représentation égale ou la mort » avec deux mains serrées et le mot « amour ».

Le poète, selon Shelley, doit accompagner et éclairer son temps. Plus tard, en 1821, il développera encore cette conception dans *Défense de la poésie* qui sera publié en 1840.

Hélène Fleury, dans une passionnée et instructive préface, nous dit retrouver dans cette œuvre ce qu'elle nomme la permanence de nos ennemis « désespérément invaincus ». Elle rappelle par ailleurs la présence, déjà, du « malentendu » de l'alliance entre « bras nus » et bourgeois (« Défiez-vous de ces imposteurs à la figure lisse qui, il est vrai, parlent de liberté, mais, par leurs tromperies, vous conduisent à l'esclavage »), car ces bourgeois luttaient pour asseoir leur propre pouvoir contre une tyrannie anglaise effrayée par les avancées de la Révolution française. Shelley, très vite, comprendra que ses amis d'un moment, réformistes, laisseraient intact le système d'exploitation et n'envisageraient d'aucune façon la libération de l'homme « dans sa totalité vivante ». La guerre terminée avec la France révolutionnaire, les possédants et les hommes de pouvoir s'apprêtaient maintenant à mener une autre guerre, impitoyable, contre leur propre peuple.

La Mascarade et les poèmes qui suivent accompagnent ainsi la montée en puissance d'un mouvement ouvrier qui s'organise avec peine pour faire face au processus brutal de l'industrialisation naissante et au tout nouveau capitalisme anglais.

Dans *la Mascarade*, le poète rencontre en chemin le Meurtre qui nourrit ses chiens avec les cœurs des êtres humains, la Fraude en robe d'hermine et, revêtue de la Bible, l'Hypocrisie montée sur un crocodile; et puis les Destructions... Et, enfin, l'Anarchie, sur un cheval blanc tout éclaboussé de sang. On ne s'attardera pas sur cet usage du terme « anarchie » – le texte est écrit en septembre 1819 – entendu comme la « suprême incarnation du mal ». Cette « anarchie » porte couronne royale. Sur son front est écrit: « Je suis Dieu, et roi, et loi .» Cette anarchie n'est pas la nôtre. La nôtre se nomme Espérance, c'est une « vierge en démence » qui dit aux humains:

« Vous, restez calmes et résolus, comme une forêt fermée et muette, les bras croisés, et avec des regards qui soient des armes invincibles. »

Déclaration qui laisse Hélène Fleury sans voix. Oui – après Peterloo! –, Percy Shelley prône une « passivité » (le mot est d'Hélène) héroïque et méprisante face à la violence du pouvoir. Mais le poète voit loin: il pressent une communauté humaine en devenir... Quand la solidarité de la multitude se manifestera, alors les conditions seront réunies pour que la liberté soit, sans violence. Au risque d'être accusé de récupération, il y a là, je pense, une vision prémonitoire de ce que l'on nomme maintenant la non-violence « active »; les vrais poètes marchent devant et disent l'avenir...

« Debout! Comme des lions après le repos, en nombre invincible! Secouez vos chaînes à terre, comme une rosée qui dans votre sommeil serait tombée sur vous! Vous êtes beaucoup, ils sont en petit nombre. » « Ils sont peu! »

En 1822, à 30 ans, Shelley meurt, noyé au large de l'Italie, dans le golfe de La Spezia.

André Bernard

Percy B. Shelley, *la Mascarade de l'anarchie, suivi de cinq poèmes*, préface d'Hélène Fleury, édition bilingue, Paris-Méditerranée éditeur, 2004, 152 p., 15 euros.

agenda

Vendredi 15 octobre

Paris

Rdv à 18 heures devant le siège social d'Arcade, 80, rue du Faubourg-St Denis, en soutien à Faty Mayant licenciée après un an de grève.

Rouen

Vidéo-débat: du progrès du mensonge radioactif. À partir de 20h30 à la Librairie L'Insoumise, 128, rue St-Hilaire.

Samedi 16 octobre

Paris 18e

La Fasti, la Fédération anarchiste, les Furieuses fallopes, les Panthères roses, le Scalp-Reflex et Sud appellent à un rassemblement contre la « Marche pour la vie » annuelle des anti-avortements. À 19h30, rue Azaïs (à côté du Sacré Cœur).

Lyon 1°

Pot de rentrée de la librairie La Plume noire, à partir de 17 heures au 19, rue Pierre Blanc, Lyon 1er. Une occasion de se rencontrer et de faire le point sur les luttes actuelles ou à venir dans une ambiance conviviale.

Rennes

Venez fêter les 50 ans du *Monde libertaire* au Local « La Commune » au 9, rue Malakoff, à partir de 15 heures. Au programme: expo, pot de rentrée, livres, musique, vidéos.

Saint-Étienne

Chants révolutionnaires avec la compagnie Jolie Môme, Bistanclaque et une surprise, salle Jeanne d'Arc à partir de 20 heures. 8 à 12 euros.

Paris 18e

À 15 heures, l'Observatoire des maltraitance tiendra une conférence sur les travaux d'Henri Laborit à la Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M°Blanche ou Abbesses.

Rouen

Rencontre avec Paco pour son livre *Dansons la Ravachole !* à 15 heures suivi d'un pot pour les 50 ans du *Monde libertaire* à partir de 17h30. À la librairie L'insoumise, 128, rue St-Hilaire.

Mardi 19 octobre

Paris 11e

Les militant.e.s du Réseau Stop Précarité vous proposent de les retrouver dans une ambiance conviviale afin de vous présenter leur association récemment créée, ses activités et ses projets… à la Passerelle, 3, rue St-Hubert, Métro St-Maur. À partir de 19h30.

Paris 20e

Le théâtre de la Balancelle présente *On joue Le Coq Rouge de Louise Michel,* un spectacle de Monique Surel-Tupin à partir de la pièce de Louise Michel. Réserver au: 0145265089. À 20h30 à l'Espace Louise-Michel 42 ter, rue des Cascades. Tous les soirs jusqu'au 24 octobre.

Jeudi 21 octobre

Nimes

Le groupe Gard Vaucluse de la FA vous invite à le rencontrer autour du thème « qu'est ce que l'anarchisme? » au centre Pablo Néruda de Nimes, salle 3, à 20h30. Entrée libre.

Rennes

Débat public: du développement à la décroissance, de la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme. Organisé par le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste, à la salle Brekilien, Maison du Champ de Mars, 6, cours des Alliés. À 20 heures.

Radio libertaire

Jeudi 14 octobre

Si Vis Pacem: de 18 heures à 19h30, pour un monde démilitarisé (échos du Forum social européen).
Affinités électives: de 19h30 à 20h30, Cristie Cyane, auteure de *Demain, j'y vais*, son premier recueil paru dans la collection Les Octaviennes aux Éditions Geneviève Pastre.
Entre chiens et loups: de 20h30 et 22 heures, André reçoit Charri Goyeneche pour les ateliers Portes ouvertes de Montreuil, Mikael Kourto et Carpanin Marimoutou pour un après-midi poésie réunionnaise.

Samedi 16 octobre

La philanthropie de l'ouvrier charpentier: de 10 heures à 11h30, Marc Lemonier pour son livre *Histoire du Paris libertin*.
Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, Alain Pecunia présente son livre *Les Ombres ardentes* sur les prisons franquistes. Puis, 100e anniversaire de la mort d'Henri Laborit, avec l'Observatoire des maltraitances.
Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, présentation du Colloque brésilien avec Daniel Colson. Interview de R. Ramos et P. Coelho.

Dimanche 17 octobre

Des mots, une voix: de 15h30 à 17 heures, le philosophe Paul Audi, auteur de *Où je suis*, *Topique du corps et de l'esprit* aux Éditions Encre Marine et de *L'ivresse de l'art* au Livre de poche.

Lundi 18 octobre

Ondes de choc: de 16 heures à 18 heures, *Premières pauses*, festival de jeunes compagnies au Théâtre Paris Villette, Jean Daniel Baltassat pour *Le valet de peinture* chez Robert Laffont.
Le monde merveilleux du travail: de 20 heures à 21 heures, déjà deux ans sur Radio libertaire, réflexions sur le chemin parcouru.

Mardi 19 octobre

Idéaux et débats: de 18 heures à 19h30, Catherine Cusset pour son roman *Amours transversales* chez Gallimard.

Mercredi 20 octobre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, iconoclastes et pas de côté.
Femmes libres: de 18h30 à 20h30, avec Maud Gelly du Collectif Droit des Femmes à propos de la campagne contre les violences faites aux femmes (meeting et manifestation nationale en novembre).

89.4 MHz
en région parisienne et partout sur le net

Yann Derais

Lire en fête

à la librairie du *Monde libertaire*

La fête du livre libertaire

Vendredi 15 octobre

19 heures: Vernissage de l'exposition photographique de Yann Derais. Yann Derais vient présenter son travail photographique suite à ses voyages en Irlande, Israël, Palestine, Cuba, Des photos, vous l'aurez compris, sous le signe de l'internationalisme. Pour plus d'infos sur le travail de Yann Derais: http://yannderais.propagande.org

Dimanche 17 octobre

Toute la journée, animations musicales, tables de presse libertaires, débats, projections vidéos,

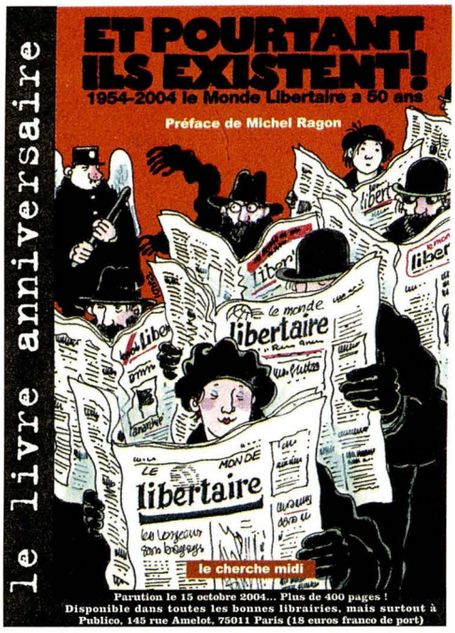
11 heures: Ouverture des festivités à la librairie du ***Monde libertaire*** et dans la rue Amelot.

13h30: Débat conférence autour du *Monde libertaire* durant son demi-siècle d'existence.

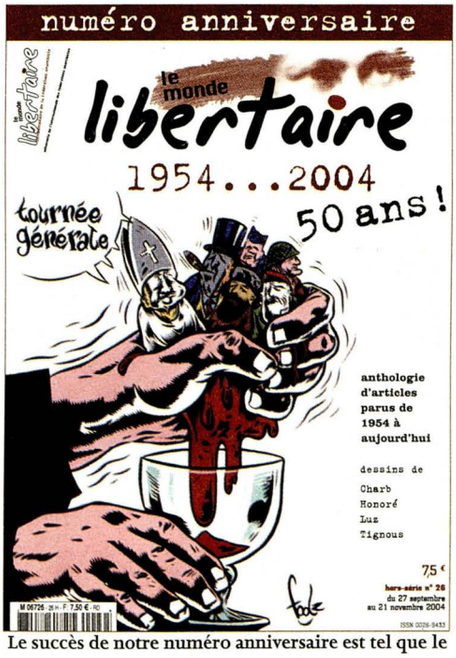
15h30: Débat avec Alain Pecunia, auteur de *les Ombres ardentes*

18 heures: Projection de ***Argentinazo, vivre avec la crise,*** suivi d'un débat avec David Futerman, réalisateur de ce documentaire.
les 19 et 20 décembre 2001, des millions d'Argentins descendent dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol de la classe politique. Cette révolte qui fit 32 morts et força le président argentin à démissionner, prit le nom d'Argentinazo. Ce film se déroule exactement un an après et va à la rencontre des protagonistes de cette lutte tout en nous faisant découvrir comment ils tentent de mettre en place des solutions audacieuses et originales en s'organisant solidairement pour éviter le pire.

librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot Paris 11e, Métro République ou Oberkampf



Affiche
45 x 60 cm:
7 euros les 50.
Autocollants
2 euros les 50.



Le succès de notre numéro anniversaire est tel que le stock disponible à Publico risque d'arriver à épuisement ! Nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs et lectrices, s'ils en ont la possibilité, de courir chez leur marchand de journaux pour se procurer le numéro hors-série.

Bruno Montpied : *Ballet du crépuscule*